

INPRECOR

Numéro 227 du 6 octobre 1986 - 12FF - 85FB - 4FS

PHILIPPINES



Le sucre amer de Negros

ECONOMIE

**1986-1987 : mini-récession
ou récession prolongée ?**

Sommaire du numéro 227 du 6 octobre 1986

3	PAYS DOMINÉS	Le mouvement des non-alignés après le sommet de Harare	Claude DEVILLIERS
6	ECONOMIE	Mini-récession ou récession prolongée : les perspectives pour l'économie internationale en 1986-1987	Ernest MANDEL
12	PHILIPPINES	Le sucre amer de Negros : reportage sur une île qui lutte pour sa survie	Paul PETITJEAN, Sonia RUPON
16	—	Interview d'un dirigeant syndical des travailleurs du sucre	Propos recueillis par Russell JOHNSON
17	FEMMES	Le « socialisme réel » au féminin	Jacqueline HEINEN
22	NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE		
	JEUNES : Réussite du troisième camp international. SUISSE : Du nouveau en Helvétie. ETAT ESPAGNOL : Amnistie pour les ouvriers agricoles andalous !		
24	ETATS-UNIS	Echec au FBI : le SWP gagne son procès	DOCUMENT

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

ABONNEMENT 25 NUMÉROS PAR AN

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de « PEC », à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.

Virements bancaires à « PEC », BNP, agence Robespierre, 153, rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179/90.

Virements postaux à « PEC », compte chèque postal numéro 2.322.42 T Paris.

Inprecor, abonnement un an, 25 numéros, pour tous pays, 250 FF.

Par avion : Europe, Moyen-Orient, Afrique du Nord : 280 FF. Afrique et Amériques : 330 FF. Asie : 360 FF.

Pli fermé : France : 375 FF. Tous les autres pays (par voie de surface) : 400 FF. Pli fermé par avion : écrire à *Inprecor*.

POUR TOUT ABONNEMENT, REMPLIR CETTE FORMULE EN LETTRES MAJUSCULES

Nom — Prénom |-----|

Numéro et Rue |-----|

Commune |-----|

Code Postal |-----| Pays |-----|

Réabonnement

Abonnement

Le mouvement des non-alignés après le sommet de Harare

DANS la première semaine de septembre, s'est déroulé à Harare au Zimbabwe le huitième sommet du mouvement des non alignés en présence d'une centaine de chefs d'Etat et de gouvernement ou de leurs représentants. L'évolution de la situation en Afrique du Sud a été l'un des thèmes débattus lors de cette rencontre. Un document final a fait le consensus des participants autour d'une dénonciation de l'apartheid et de la politique du gouvernement de Pieter Botha. Une déclaration spéciale sur l'Afrique australe a, par ailleurs, été adoptée. Elle se contente toutefois de montrer en exemple certaines sanctions d'ores et déjà appliquées à l'égard du régime sud-africain sans pour autant déboucher sur des décisions impératives engageant les participants

Claude DEVILLIERS

Comme à l'accoutumée, la presse a surtout recherché le sensationnel lors de cette conférence. La prestation spectaculaire du colonel Kadhafi occupe par exemple plus de commentaires que le fond des problèmes abordés.

Mais une fois encore, lors de ce sommet, la montagne a accouché d'une souris.

Ce grand rassemblement de représentants des gouvernements et d'Etats du Tiers monde est devenu un rituel où sont adoptées au consensus des déclarations formelles à la fois sans portée politique pour les masses populaires des pays concernés et sans grande implication pratique par rapport aux problèmes de l'heure que connaissent ces pays.

Il n'en est pas moins vrai que pour des mouvements de libération ou pour des Etats menacés par l'impérialisme, le forum des non alignés peut représenter un moyen d'intervention diplomatique dans leur dispositif général de propagande et de protection. C'est dans ce registre qu'il faut placer la bataille diplomatique engagée par la direction sandiniste pour réclamer que le Nicaragua soit choisi comme pays hôte du prochain sommet des non alignés. On pourrait d'ailleurs souligner à cet égard la différence entre la politique menée par les sandinistes face à l'agression nord-américaine et celles des Etats africains dits de la ligne de front — Angola, Botswana, Mozambique, Zambie, Zimbabwe, Tanzanie — vis-à-vis de l'Afrique du Sud. Alors que ces derniers misent essentiellement sur les mesures diplomatiques et attendent une pression impérialiste sur Pretoria, le Front sandiniste de libération nationale (FSLN), quant à lui, combine consciemment sa bataille diplomatique avec la mobilisation populaire. Par quelque biais que ce soit, la contradiction fondamentale de ce genre de réunion ressurgit, à savoir l'antago-

nisme entre des Etats dont les fondements sociaux sont différents, voire opposés. Ce sommet des non alignés confirme donc une fois encore qu'il est impossible de transcender ces contradictions, même en ne recherchant des accords que sur des résolutions qui constituent le plus petit commun dénominateur de tous les participants.

Toutefois, il est important de souligner que pour des mouvements de lutte tel le Congrès national africain (ANC) qui combat le régime sud-africain ou tel le mouvement anticolonialiste kanak du Front de libération nationale kanak et socialiste (FLNKS), lui aussi présent à Harare en tant qu'invité, de semblables assemblées s'avèrent, malgré leurs contradictions, des tribunes diplomatiques tout à fait utiles.

NI « MOUVEMENT » NI « NON ALIGNÉS »

Avec ce huitième sommet des non alignés, nous sommes cependant bien loin de l'état d'esprit qui régnait lors de la conférence de fondation de ce mouvement à Bandoung en 1955 où se retrouvèrent quelques jeunes Etats indépendants et un grand nombre de directions nationalistes. La crise des empires coloniaux et la montée des luttes anti-impérialistes créaient alors les conditions pour que des gouvernements bourgeois comme ceux de l'Inde, de l'Indonésie ou de l'Egypte s'engagent plus ou moins de concert dans une politique délibérée de pressions sur l'impérialisme. Créer l'espace économique et politique pour la construction de leurs Etats impliquait de la part des gouvernements concernés d'importantes capacités d'initiatives, y compris face à l'impérialisme.

Trente ans plus tard, la différence ne vient pas seulement de la situation créée par la crise économique mondiale mais aussi de l'évolution de ces régimes mar-

qués par la dégénérescence voire la disparition du nationalisme bourgeois. Ce qui pouvait à l'époque apparaître comme un défi original, contribuant à aggraver les contradictions de l'impérialisme, n'est plus aujourd'hui qu'un pétard mouillé. Le mouvement des non alignés en tant qu'instrument de pression et de négociation avec l'impérialisme a perdu une bonne part de son efficacité et de ses moyens. Ces trente années écoulées ont vu se développer les contradictions sociales au sein même de ces Etats. La nécessité de faire face aux revendications ouvrières et paysannes a poussé ces régimes vers une attitude de plus grande modération vis-à-vis de l'impérialisme, quand ils n'ont pas été purement et simplement renversés pour laisser place à des équipes ouvertement réactionnaires.

La crise économique a évidemment imposé une plus grande modestie aux prétentions de ces Etats. L'évolution des formes de domination impérialiste et l'endettement des pays dominés ont ôté toute crédibilité et toute efficacité aux appels véhéments de ces pays à réformer le marché mondial. La revendication de transfert de technologies vers le Sud se solde en fait par un accroissement sans précédent de la dépendance technologique de ces pays envers les grandes puissances industrielles.

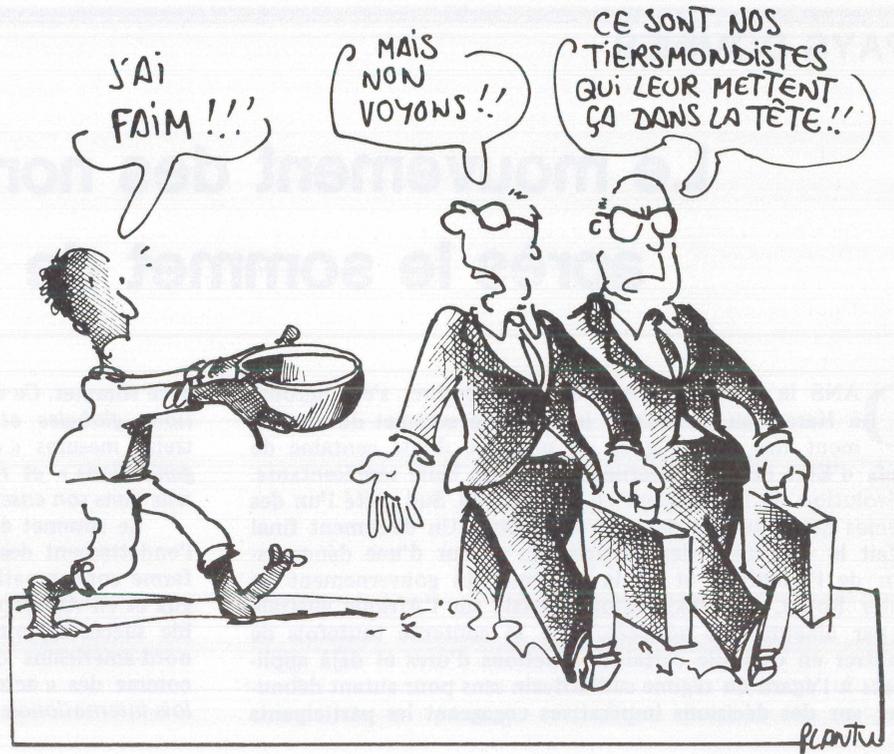
L'appel à un nouvel ordre économique mondial n'a pas eu plus de succès depuis que le président algérien Boumediène lança ce slogan à la tribune de l'Organisation des nations unies (ONU) au début des années 1970. Au contraire, le projet d'un accroissement substantiel du commerce Sud-Sud au sein du commerce mondial n'a pas abouti. Le dernier sommet des non alignés a décidé la création d'une énième commission pour le développement de la coopération Sud-

Sud sous pression de certains de ses participants intéressés à développer leurs exportations vers d'autres pays du Tiers monde. Le marché des matières premières qui fut au cours des années 1970 un champ de bataille intense entre pays producteurs et pays consommateurs est aujourd'hui marqué par une chute catastrophique des cours. Le prix du pétrole s'est effondré depuis 1981, bouleversant les économies de pays comme le Mexique, le Nigéria ou réduisant les prétentions économiques et politiques d'un pays comme la Libye. L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) connaît de ce fait une crise politique très profonde avec pour toile de fond l'imbroglio de la situation politique au Moyen-Orient. L'OPEP n'a pas été capable d'endiguer cette chute des cours du pétrole ni même de présenter un front commun de ses membres face aux compagnies pétrolières.

Dans tous les domaines, l'impérialisme n'a guère laissé de marge de manœuvre aux économies des pays dudit Tiers monde. Aucune conférence mondiale, aucune réunion Nord-Sud n'ont été à même de réduire les appétits des multinationales, des grands groupes financiers et des sociétés de négoce. C'est la raison pour laquelle nous assistons à cette situation paradoxale : alors que la plupart des gouvernements des pays dominés ne manquent ni d'arguments ni de raisons pour s'opposer à l'agression économique de l'impérialisme, ils n'ont plus guère les moyens de passer véritablement à l'acte. Ils ne disposent même pas des moyens de maintenir une attitude un tant soit peu concertée et commune comme en témoigne d'ailleurs la crise de l'OPEP et l'échec de tous les regroupements de défense des producteurs de matières premières. En revanche, la plupart des gouvernements de ces pays durcissent leur attitude face aux revendications populaires.

Ainsi, alors que l'économie nationale s'effondre, le gouvernement bolivien s'est retourné contre le mouvement ouvrier s'engageant dans un affrontement avec la Centrale ouvrière bolivienne (COB). Au Pérou, les velléités nationalistes du gouvernement de Alan Garcia ont vite été remplacées par la recherche d'un compromis avec ses créanciers étrangers — notamment à propos de la dette — et par la répression de la population ouvrière et paysanne. En Argentine et au Brésil, sous des appellations différentes, sont mis en place des plans d'austérité suivant les directives du Fonds monétaire international (FMI).

Dans ce contexte, du point de vue des gouvernements bourgeois des pays dominés, l'idéologie de non alignement sous-entend que l'Etat et la nation toute entière font bloc face à la crise et aux appétits étrangers. Cette idéologie devient une véritable farce lorsque, dans le même temps, ces gouvernements adoptent des dispositions économiques destinées à faire payer la crise économique aux classes laborieuses. Cette idéologie mystificatrice cherche à accrédi-ter l'idée fautive que l'économie mondiale se résumerait à une confrontation entre nations, afin



de dissimuler l'opposition irréductible, au sein même de ces pays dominés, entre les intérêts des classes laborieuses et ceux défendus par les classes dirigeantes.

Il n'y a donc pas de réel « mouvement des non alignés ». Aucune proposition d'action ne s'y dégage et c'est le goût immodéré pour la rhétorique qui unit la plupart des délégations lors de leurs rencontres. Le dirigeant du Burkina Faso exprima d'ailleurs clairement cette situation en affirmant : « *Si les racistes se défoulaient sur les Noirs sud-africains et s'ils envoyaient leurs bombardiers écraser le peuple zimbabwéen ? (...) Nous ne saurions répliquer autrement que par des messages de soutien* » (2).

En réalité, le fonctionnement du mouvement des non alignés permet toutes les promiscuités sans les rendre ouvertement compromettantes pour leurs protagonistes. Les gouvernements tombent, les régimes changent et les Etats restent membres des non alignés. Aucun statut interne précis, aucune structure ni aucune obligation n'existent qui pourrait donner aux non alignés l'apparence d'un « troisième bloc ». Le sommet des non alignés est un simple forum de discussions où chaque délégation vient défendre une position qui correspond le plus souvent à la défense d'intérêts particuliers. Le non alignement est donc un leurre. C'est d'ailleurs Kadhafi qui, par goût de la provocation, s'offrit le plaisir de le rappeler à la tribune du sommet de Harare en déclarant : « *Le non alignement, ça n'existe pas (...) Nous devons être totalement alignés contre les Etats-Unis, Israël, les membres de l'OTAN* » (3).

Pour le colonel Kadhafi, le non alignement n'existe pas à proprement parler parce que le monde se diviserait en deux camps. D'un côté, les pays se rangeant dans le camp de l'impérialisme et, de l'autre, les pays qui, derrière l'Union soviétique, s'y opposeraient.

Cette réfutation du non alignement est erronée, car Kadhafi oppose un camp autour de l'Union soviétique à un camp dirigé par les Etats-Unis, alors même que les divisions sociales ne recoupent pas cette opposition campiste à l'échelle internationale. Le vrai camp qui s'oppose à l'exploitation et à toute forme d'oppression est celui des masses ouvrières et paysannes. Si l'on veut prendre à contrepied la mystification du non alignement telle qu'elle est prêchée par un Mobutu du Zaïre ou un De la Madrid du Mexique, ce sont les revendications des classes laborieuses, leur désir de démocratie et leurs luttes pour le pouvoir qu'il faut soutenir et non pas les proclamations démagogiques de certains de ces régimes bourgeois.

Pourtant, le non alignement peut fort bien être un argument tactique utilisé par un gouvernement révolutionnaire pour mener à bien une contre-offensive diplomatique ou une campagne d'explication en direction des populations des pays impérialistes. Le gouvernement nicaraguayen a utilisé de manière légitime une telle démarche pour prendre le contrepied de la propagande américaine et expliquer le droit du peuple nicaraguayen à disposer de son destin.

LA QUESTION DE L'AFRIQUE AUSTRALE

Contrairement à ce qui était prévu, la question de l'apartheid et de la situation en Afrique du Sud ne fut pas le principal point traité lors de ce huitième sommet des non alignés. Le semi-échec en 1986 de la délégation du Commonwealth dit du « groupe des éminentes personnalités », qui s'est rendu en Afrique du Sud pour tenter en vain d'amener

2. *Le Monde*, 4 septembre 1986.
3. *Le Monde*, 6 septembre 1986.

le gouvernement Botha à négocier avec les représentants du mouvement des masses noires, et la paralysie de la Conférence de coordination pour le développement en Afrique australe (SADCC), ont bien montré les limites concrètes d'une politique qui viserait essentiellement à attendre de l'impérialisme la solution de la crise sud-africaine. L'objectif d'une solidarité économique des pays bordant l'Afrique du Sud afin de réduire leur dépendance commerciale vis-à-vis de Pretoria était fondée sur l'attente d'une aide économique spécifique à cet effet de la part de la Communauté économique européenne (CEE). Non seulement aucune avancée significative n'a été faite en ce sens mais de plus la crise économique a même aggravé la dépendance de ces pays par rapport aux infrastructures sud-africaines (4).

Le sommet des non alignés se tenant cette fois-ci en Afrique australe, il était évident que cela allait donner une place particulière aux Etats dits de la ligne de front. Le Mozambique, le Botswana, l'Angola, la Zambie, la Tanzanie et le Zimbabwe, pays hôte du sommet, ont ainsi disposé d'une tribune pour dénoncer les agressions militaires sud-africaines et les chantages permanents auxquels ils sont soumis de la part du régime de Pretoria. Ce ne fut pas le moindre des paradoxes de ce sommet que d'entendre des discours aux accents radicaux émanant de gouvernements qui, dans les faits, se sont déjà pliés aux exigences de Pretoria. Ainsi le Zimbabwe et le Mozambique ont déjà réduit les facilités accordées à l'ANC pour opérer à partir de leurs territoires respectifs. Et le régime zambien de Kenneth Kaunda s'est fait une spécialité des intrigues diplomatiques sur cette question.

Le radicalisme des propos est donc en contradiction avec les actes. Mais surtout, tout le monde sait bien qu'avec la crise économique et sociale qui sévit dans ces pays et l'armée sud-africaine qui campe à leurs frontières, ces Etats n'ont de toute manière pas les moyens d'agir réellement contre le régime de l'apartheid (5).

Soucieux d'éviter une crise révolutionnaire en Afrique du Sud, inquiets de la radicalisation du mouvement noir, attentifs à la politique de l'ANC, ces gouvernements s'enquêtent plus de leur propre avenir que de celui des masses populaires sud-africaines. Voilà d'ailleurs bien longtemps que l'illusion de compter sur un soutien résolu venant de ces pays a été abandonné par les organisations politiques sud-africaines en lutte contre l'apartheid. Au-delà même du débat sur la nature exacte de ces régimes, il est nécessaire de reconnaître qu'ils n'ont de toute manière aucun moyen de mener une politique de solidarité active envers les masses noires sud-africaines.

La tribune du mouvement des non alignés conserve toutefois une fonction particulière pour ces gouvernements. Elle leur permet d'y tenir contre Pretoria un discours qui vise essentiellement à maintenir leur légitimité aux yeux de leur

population par l'invocation des thèmes issus de leur passé nationaliste. Trois de ces régimes, l'Angola, le Mozambique et le Zimbabwe, se réclament du « socialisme scientifique » et sont le produit de luttes armées de libération nationale. Le thème du combat contre l'apartheid sud-africain a, par conséquent, une fonction interne très forte.

Mais le résultat de tout cela ne pouvait finalement qu'être modeste dans l'enceinte des non alignés. C'est ce qui ressort nettement des deux seules décisions adoptées sur ce point et que sont l'envoi d'une délégation des ministres des affaires étrangères des pays non alignés dans « les principaux pays industrialisés notamment le Royaume-Uni, la République fédérale d'Allemagne, le Japon et les Etats-Unis » et la création d'un « fonds pour la résistance contre l'invasion, le colonialisme et l'apartheid » destiné à « renforcer le potentiel économique et financier » des six pays de la ligne de front (6).

Deux tiers des pays d'Afrique noire entretiennent des relations commerciales avec l'Afrique du Sud. Et la plupart des gouvernements craignent comme la peste que la lutte révolutionnaire des masses sud-africaines ne donne des idées à la jeunesse de leur pays. Comment ne pas voir en effet que les formes d'organisation que se donnent là-bas le mouvement des opprimés et des exploités pourraient aussi servir d'exemple et se propager dans la lutte contre toutes ces dictatures africaines et contre la domination néocoloniale sur le continent ? C'est sans doute la raison pour laquelle Abdou Diouf, président du Sénégal et également, à l'époque, président de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), interdit en 1985 une manifestation anti-apartheid organisée à Dakar par une coalition des partis de l'opposition sénégalaise.

L'ENDETTEMENT

L'une des questions discutée à Harare a été celle de la dette. Il y a été regretté que le « dialogue Nord-Sud (soit) au point mort » et affirmé que l'endettement des pays dominés était « insupportable ». Mais le sommet s'est finalement rallié sur le problème de la dette à la proposition du délégué péruvien. Suivant celle-ci, chaque pays décidera séparément du pourcentage de service de la dette qu'il décidera de rembourser en fonction du revenu de ses exportations.

Cette décision est à elle seule un condensé de toutes les impuissances des bourgeoisies du Tiers monde et notamment des bourgeoisies latino-américaines qui sont parmi les plus endettées, à opposer un front uni à la pression impérialiste pour le remboursement de la dette. Au-delà du verbiage nationaliste qu'ils affectionnent tant, les gouvernements de ces pays ont réaffirmé à Harare leur refus de tenir tête sur cette question à l'impérialisme. La proposition d'organiser un refus collectif du paiement de la dette, faite par le dirigeant cubain Fidel

Castro, a été repoussée. Ce dernier devait d'ailleurs rappeler fort à propos dans l'enceinte du sommet l'ampleur de cet endettement en précisant que la dette des pays dominés est passée de 373 milliards de dollars en 1977 à 950 milliards de dollars en 1985. « Un jour, nous avons décidé d'estimer combien de temps il faudrait à un homme pour compter la dette latino-américaine au rythme d'un dollar par seconde. Le résultat était de 12 000 années » déclara Castro en concluant « tout ceci pour dire que la dette est impayable ».

L'orientation finalement adoptée par le sommet des non alignés, si elle reconnaît le caractère insupportable de l'endettement pour les pays concernés, s'en remet néanmoins à la bonne volonté des pays impérialistes et de leurs institutions financières pour trouver une solution. Sur le thème de l'endettement, c'est aussi le chacun pour soi de la part des gouvernements bourgeois membres des non alignés. Cette orientation n'est finalement nullement contradictoire avec les espoirs des créanciers impérialistes de voir rembourser au moins une partie des intérêts de cette dette à défaut d'en récupérer la totalité.

Sur tous les points abordés à Harare, dénonciation de l'apartheid, appel à « l'indépendance immédiate de la Namibie », « à l'arrêt immédiat des hostilités » entre l'Iran et l'Irak, condamnation des raids nord-américains sur la Libye, l'appel contre l'accélération de la course aux armements et pour que les Etats-Unis et l'Union soviétique parviennent « à un accord sur un moratoire permanent en matière d'essais nucléaires », ce huitième sommet des non alignés s'est caractérisé par les faibles capacités de ses participants à s'engager réellement sur un quelconque terrain dans des actions concrètes de mobilisation et d'opposition à l'impérialisme. ■

Claude DEVILLIERS,
23 septembre 1986.

4. Les chiffres illustrant la dépendance du Zimbabwe par rapport à la République d'Afrique du Sud sont éloquentes : 85 % du commerce extérieur transitent par les ports sud-africains. La moitié des exportations de produits manufacturés ont pour destination l'Afrique du Sud. Le quart des touristes étrangers sont d'origine sud-africaine. 60 % du secteur industriel et 90 % du secteur minier sont sous contrôle de l'Afrique du Sud.

5. D'ailleurs, l'ombre du régime sud-africain planait sur ce huitième sommet des non alignés. Si l'on en croit *Le Monde* du 28 août 1986, certains produits de consommation offerts aux délégués étaient d'origine sud-africaine. De son côté l'hebdomadaire sud-africain *Weekly Mail*, qui a une orientation anti-apartheid, écrit dans son numéro du 5 septembre 1986 : « Juste derrière le bar destiné à la presse, où les journalistes rencontrent des délégués pour les interviewer et échangent des idées jusque tard dans la nuit, un stand de vêtements Truworth — des ensembles safaris pour femmes — a été monté. La bière préférée ici est la bière Castle qui, bien qu'étant brassée par la Zimbabwe Natbrew, est familière à tous ceux qui viennent d'Afrique du Sud. Et les techniciens des ordinateurs, essentiels pour la couverture de cette conférence au Zimbabwe, sont Sud-africains et fiers de l'être. »

6. *Le Monde*, 9 septembre 1986.

Mini-récession ou récession prolongée ?

Les perspectives pour l'économie internationale en 1986-87

LA courte reprise économique qui a eu lieu en 1983-1985 s'est traduite par une hausse généralisée de la production industrielle, stimulée par l'énorme déficit du budget public américain (1).

La politique des taux d'intérêt élevés pratiquée par l'administration Reagan, afin d'attirer les capitaux vers les Etats-Unis, a eu pour conséquence une surévaluation du dollar par rapport aux autres monnaies et a favorisé les exportations en direction du marché américain, sous forme d'un véritable « boom » des importations en provenance des autres pays impérialistes et des pays dépendants semi-industrialisés.

Mais cette fragile reprise n'a pas résolu le problème de fond et la faiblesse structurelle de l'économie capitaliste. Il n'y a eu ni restructuration, ni expansion fondamentale du marché mondial, ni réorganisation fondamentale du processus de

travail et de production de la plus-value, ni modification en profondeur des rapports de forces sociaux permettant une élévation radicale du taux de profit. Cette courte reprise n'a pas empêché la baisse continue des investissements productifs et la montée du chômage, deux des caractéristiques de la longue dépression que connaît le capitalisme. De même, loin d'être résolu, le problème de l'endettement des pays dépendants demeure. L'économie mondiale vogue sur un océan de dettes, à commencer par celle des Etats-Unis (2).

Enfin, cette reprise de 1983-1985 a confirmé la modification des rapports de forces inter-impérialistes aux dépens des Etats-Unis. Tous ces traits généraux, qui dessinent le visage de la crise économique, se trouvent accentués par la récession qui s'est amorcée. ■

Ernest MANDEL

Les premiers mois de l'année 1986 ont été marqués par une incontestable mini-récession. Au cours du premier trimestre 1986, la production industrielle a diminué dans tous les grands pays impérialistes. Pour certains d'entre eux, ce recul s'est prolongé en avril et mai, voire pendant tout le deuxième trimestre, même s'il s'est agi d'un recul limité, comme cela ressort nettement du tableau ci-dessous (3).

A l'exception du Mexique, qui connaît à nouveau, après la brève reprise de 1985, un recul prononcé de sa production industrielle, les principaux pays semi-industrialisés ont jusqu'ici échappé à la mini-récession. Le Brésil vit même un véritable « boom », avec un taux de croissance de plus de 8 % en 1986. Mais il s'agit d'un écart temporaire par rapport à la tendance générale, exception qui s'était

déjà produite lors de la récession internationale de 1980-1982. Comme ces pays dépendent tous des exportations pour leur croissance, leurs perspectives économiques sont largement déterminées par ce qui se passe dans les pays impérialistes. En Corée du Sud, par exemple, les exportations ont déjà diminué de 22 % pendant le premier trimestre 1986, ce qui ne manquera pas de se répercuter sur la production industrielle.

C'est surtout l'évolution économique aux Etats-Unis qui est inquiétante pour le monde capitaliste. Fin août 1986, pratiquement tous les indicateurs économiques étaient au rouge. Pendant les deux derniers mois du deuxième trimestre — mai et juin —, la baisse des revenus des ménages a atteint 6 milliards de dollars environ. Si les commandes de biens durables étaient encore en hausse, c'était grâce aux seules commandes du secteur de l'armement. Dans l'ensemble, la capa-

cité de production industrielle n'est plus utilisée qu'à 78 %. Au cours des mêmes mois de mai et juin 1986, les ventes d'automobiles ont reculé, passant d'un niveau annuel de 8,2 millions d'unités à celui de 7,4 millions. La construction de nouveaux logements a baissé de 1,8 % en juillet 1986 par rapport à juin. C'était le troisième mois consécutif de recul, et la chute cumulative a atteint 9 %. Quant à la vente de logements terminés, elle est également en baisse depuis mars 1986.

La presse bourgeoise spécialisée s'accorde à reconnaître cette tendance : selon *Business Week* du 1er septembre 1986, « le secteur industriel se trouve virtuellement en récession », tandis que le *Japan Economic Journal* du 6 septembre souligne que « le gouvernement reconnaît le glissement dans la période de récession », alors que le *Times* du 16 juillet précise que, pour la Grande-Bretagne, « la production industrielle reste déprimée. (...) La production manufacturière a plafonné au cours des cinq premiers mois de

PRODUCTION INDUSTRIELLE

	1er trimestre 1986 (par rapport au dernier trimestre 1985)	2e trimestre 1986 (par rapport au premier trimestre 1986)
USA	- 2,9 % (*)	- 2,9 %
JAPON	- 2,8 %	- 1,0 %
RFA	- 3,7 % (**)	+ 4,6 % (***)
FRANCE	- 5,8 %	+ 5,1 %
GRANDE-BRETAGNE	+ 1,9 %	+ 5,2 %
ITALIE	- 1,9 % (****)	- 1,1 %
CANADA	- 0,1 %	- 5,2 %
ESPAGNE (4)	- 15,7 %	

(*) Février-mai 1986 par rapport aux trois mois précédents.

(**) La *Neue Zürcher Zeitung* du 15 août 1986 estime la baisse à 0,6 % seulement.

(***) Et la hausse seulement de 1,8 % par rapport à la même période de 1985.

(****) D'après l'Institut italien des statistiques (ISTAT) (*La Repubblica*, 11 juillet 1986).

1. Sur l'analyse de la reprise économique en 1983-1985, voir l'article d'Ernest Mandel, « Une reprise couplée à une crise financière aggravée », *Inprecor* numéro 193 du 1er avril 1985.

2. Sur la question de la dette, se reporter à l'article d'Ernest Mandel, « La dynamique infernale de la spirale de l'endettement », *Inprecor* numéro 217 du 14 avril 1986.

3. Sources de ces chiffres : *The Economist* du 10 mai, du 14 juin, du 28 juin et du 13 septembre 1986 ; *Neue Zürcher Zeitung* du 7 août 1986 ; *Business Week* tout le mois d'août 1986, ainsi que le 1er septembre.

4. Le chiffre de *The Economist* pour l'Espagne est très controversé. Le gouvernement de Felipe Gonzalez projette même une croissance de 3 % pour l'ensemble de l'année 1986. Il faut cependant noter que le pays compte le taux de chômage de la population active le plus élevé de toute l'Europe, 21 %, soit plus de 3 millions de personnes.



Le marché mondial stagne ... (DR)

l'année, et ce, à un niveau inférieur à celui du premier semestre de l'an passé ».

Malgré l'optimisme de commande dont faisait preuve le rapport annuel de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) en mai 1986, plusieurs observateurs s'attendent à une réelle récession de l'économie capitaliste internationale dès 1986 ou en 1987, sur la base de l'ensemble de ces données. Stephen Morris, qui fut l'un des principaux économistes de l'OCDE et qui dirige maintenant l'Institut économique international (IIE), prédit même une très grave récession, sans toutefois donner de date.

MINI-RÉCESSION, CHUTE DU DOLLAR ET MONTÉE DU YEN

Le cours élevé du dollar avait largement ouvert le marché des Etats-Unis aux exportations du reste du monde capitaliste en 1983-1985. Ce fut le principal moteur de la reprise économique de ces années-là. L'ampleur du déficit de la balance des paiements américaine qui en est résultée a obligé l'administration Reagan à changer son fusil d'épaule. Elle a misé sur un ajustement des taux de change dans le sens d'une baisse du dollar.

La doctrine libérale « orthodoxe » des taux de change flottants, qui prétend que l'équilibre résulte automatiquement du seul jeu des « forces du marché » a été abandonnée, comme l'a été auparavant la doctrine monétariste « pure ».

Le cours du dollar atteint son sommet dans la semaine du 4 au 8 mars 1985. Un an plus tard, il avait baissé de 25 % par rapport à un « panier » de diverses devises nationales. Pendant la même période, le yen et le mark allemand (DM) sont montés, eux, de 55 % par rapport au dollar (5). L'effet de cette baisse du dollar

sur la balance des paiements des Etats-Unis se fait toujours attendre. Pour le mois de mai 1986, son déficit s'élevait à 14,2 milliards de dollars, soit un niveau annuel de 150 milliards de dollars. Il était donc supérieur à celui de 1985. En juillet, il atteignait même un niveau annuel de 170 milliards de dollars, alors que les excédents de la balance des paiements du Japon et de la RFA continuent à s'élever, en partie il est vrai, sous l'effet de la baisse du prix du pétrole.

Cette situation, qui est un échec pour le sommet de Tokyo de septembre 1985 — sommet qui avait pourtant laissé prévoir une coordination plus étroite de la politique monétaire, commerciale et industrielle des grandes puissances impérialistes — pourrait être attribuée à l'« égoïsme sacré » qui, comme toujours, prévaut en période de dépression économique prolongée. Cette explication n'est pas fautive, mais elle est incomplète.

Elle tend à exagérer l'importance du rôle de la politique économique bourgeoise (et de l'Etat bourgeois) dans la conjoncture actuelle et à sous-estimer le poids décisif de l'implacable logique interne de l'économie capitaliste. Elle amène à sous-évaluer l'interdépendance des différentes composantes de cette économie. Loin de constituer un triomphe durable, les performances actuelles de l'industrie exportatrice japonaise et allemande ne peuvent être que de courte durée. La logique fondamentale joue dans le sens de leur baisse et d'une extension de la récession américaine vers ces deux pays.

Cette dynamique est évidente dans le cas du Japon. La hausse du cours du yen frappe de plein fouet la capacité concurrentielle des marchandises japonaises. Les grands trusts spécialisés dans les exportations voient leurs bénéfices s'effriter (6).

La baisse des exportations japonaises entre janvier et juin 1986 est la suivante :

téléviseurs couleur	51,6 %
ciment	34,0 %
jouets	24,0 %
jumelles	23,0 %
polyester	20,5 %
vaisselle	14,5 %
camions	5,3 %
laminés à froid	3,5 %
ordinateurs personnels	1,6 %
machines-outils	1,4 %

Seules les exportations de voitures, de vidéo-cassettes, de montres, de caméras et de pièces pour l'industrie électronique ont connu une hausse appréciable. Mais, entretemps, la tendance s'est déjà retournée en ce qui concerne les caméras et les montres (la firme Seiko a dû licencier 6 000 travailleurs et a réduit sa production de 10 %). La situation n'est guère meilleure pour les vidéo-cassettes, dont l'industrie avait exporté 80 % de sa production en 1985. Cette branche prévoit un fort recul de ses exportations pour 1986. Si elle espère compenser ce recul par une hausse des ventes de 11 % sur le marché intérieur, la concurrence accrue fera fortement baisser les prix. Le chiffre d'affaire global de la branche diminuera probablement de 6 % (7). Quant à l'industrie des composants électroniques, notamment les semi-conducteurs, elle est dé-

5. Perspectives économiques de l'OCDE numéro 39 de mai 1986.

6. Selon le *Japan Economic Journal* du 26 juillet 1986, les firmes exportatrices japonaises craignent de perdre 30 % de leurs profits par suite de la revalorisation du yen. Pour l'ensemble des firmes japonaises, on s'attend en 1986 à la marge bénéficiaire la plus basse depuis 1973-1974. Les chiffres du tableau qui suit sont extraits du *Japan Economic Journal* du 16 août 1986.

7. *Japan Economic Journal*, 12 juillet 1986.

jà en pleine récession. Pour l'industrie automobile, d'après le *Financial Times* du 9 septembre 1986, les constructeurs japonais s'attendent à une chute de la valeur de leurs exportations aux Etats-Unis supérieure au total du profit de ces trusts en 1985. L'industrie japonaise doit en outre faire face à la concurrence aiguë de la part des pays semi-industrialisés, où les salaires sont plus bas, et avant tout de la Corée du Sud, de Taiwan et de Hong Kong, qui voient leurs produits refluer des USA. Cette concurrence ne menace pas seulement le marché intérieur du Japon, mais aussi quelques-uns de ses principaux marchés d'exportation. Par exemple, « *les chantiers navals japonais s'enfoncent rapidement sous les flots de la concurrence sud-coréenne et du cours élevé du yen* » (8).

Pour comprendre cette logique, il faut partir d'un fait fondamental : la stagnation du marché mondial prise dans son ensemble. Selon le rapport du secrétariat du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) de mars 1986, le commerce mondial n'a progressé que de 3 % en 1985, c'est-à-dire moins que la progression de la production industrielle. En dollars constants, il s'est situé en-deça du niveau de la récession de 1981 (1 910 milliards de dollars contre 1 960 milliards), avec même, par rapport à 1984, une baisse absolue du volume des exportations des produits agricoles et des minerais, dont le pétrole, évidemment. La baisse des exportations américaines, en mai 1986, est d'ailleurs surtout due à celle des produits agricoles. Pour la première fois, la balance commerciale des Etats-Unis est également devenue déficitaire pour ces produits. De là, la velléité américaine de guerre commerciale agricole avec la Communauté économique européenne (CEE) et les efforts de Reagan pour s'assurer le marché soviétique des céréales.

Dans des conditions de concurrence capitaliste internationale aggravée, les gains des uns correspondent presque automatiquement aux pertes des autres, vu la stagnation du marché dans son ensemble. Et les effets induits des pertes — c'est-à-dire les phénomènes de récession — accentuent la stagnation, voire le recul des échanges et tendent de ce fait à généraliser la récession.

En 1985, la RFA était devenue la première puissance exportatrice de produits industriels, suivie de très près par le Japon, les Etats-Unis retombant en troisième position. Il s'agit là d'une tendance à long terme. Cette tendance ne s'explique pas fondamentalement par des phénomènes monétaires, par des taux de change artificiels, ou par des méfaits ou des erreurs de gouvernements ou de spéculateurs privés. Elle est le produit du déclin de la croissance de la productivité du travail industriel aux USA.

La nature même du mode de production capitaliste — au sein duquel le capital-argent est le point de départ et le point d'arrivée ultime de toute rotation du capital — implique une contradiction insurmontable dès que les intérêts des industriels/exportateurs et ceux des ban-

quiers/rentiers divergent. Après les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, le Japon subit à son tour les effets de cette contradiction.

Le déficit de la balance des paiements américaine — et indirectement le déficit budgétaire des Etats-Unis — a été en bonne partie financé par la conversion en dollars du surplus de la balance des paiements japonaise en 1984-1985, c'est-à-dire par l'exportation de capitaux japonais vers les Etats-Unis. L'impérialisme japonais est ainsi devenu la première puissance exportatrice de capitaux du monde. En 1985, ce pays détenait un solde net de 130 milliards de dollars d'avois à l'étranger par rapport aux sommes dues à des étrangers. Le solde net de la Grande-Bretagne était de 90 milliards de dollars, et celui de la RFA de 50 milliards de dollars, tandis que les Etats-Unis avaient un solde négatif de plus de 100 milliards de dollars (9). Mais comme ces avoirs existent justement en bonne partie sous forme d'emprunts publics et d'obligations libellés en dollars, la chute du taux de change du dollar signifie une perte de près de 50 % de la valeur réelle de ces avoirs ... pour autant que les propriétaires japonais vendent massivement, ce qu'ils cherchent évidemment à éviter. Le débiteur « tient » donc le créancier par la peur de pertes catastrophiques. C'est vrai pour le « tiers-monde » par rapport aux pays impérialistes. C'est tout autant vrai pour les Etats-Unis par rapport au Japon.

Mais il serait erroné d'en déduire que les débiteurs gagnent ainsi un « pouvoir » durable par rapport à leurs créanciers. La riposte de la bourgeoisie japonaise, confrontée à la dépréciation des emprunts américains qu'elle détient, a été classique : transformer ces avoirs quasi-liquides en « valeurs réelles » ; acheter des firmes, des actions ou des terrains, aux USA et ailleurs. Car, quand le yen connaît une hausse de 50 % par rapport au dollar et à la livre sterling, cela signifie que les actions et les firmes américaines deviennent bien meilleur marché à acheter par les Japonais, du moins aussi longtemps qu'une nouvelle flambée inflationniste ne se produit aux USA.

Entre mars 1985 et mars 1986, les investissements japonais directs aux Etats-Unis ont augmenté de 55 % (10), où ils achètent surtout des firmes petites et moyennes, spécialisées dans les technologies de pointe (11). Mais les banques japonaises ont aussi acquis d'importants établissements bancaires à l'étranger, tels que la Banca del Gottardo en Suisse, le groupe Heller et la J. Henry Schroder à Londres, la Bank of California aux Etats-Unis, etc.

En août 1986, le bruit a couru que la Dai-Ichi Bank — devenue la première banque du monde par la valeur de ses avoirs exprimée en dollars — était sur le point d'absorber la Bank of America (deuxième banque des Etats-Unis) en proie à de graves difficultés financières : elle venait de subir des pertes d'une valeur de 640 millions de dollars au cours du deuxième trimestre 1986. En outre, vu la

hausse des coûts salariaux japonais exprimée en dollars, les grands trusts de ce pays déplacent de plus en plus leur sous-traitance, voire leurs unités de production, vers la Corée du Sud, Singapour, certains pays européens comme l'Espagne ou la Grande-Bretagne, et même vers les Etats-Unis. Les premières victimes de l'essor du capital financier japonais risquent donc d'être les travailleurs du Japon, davantage frappés qu'avant par le chômage. Le fameux principe de « l'emploi à vie » dans les grandes entreprises japonaises est de plus en plus remis en question.

LES EFFETS INTERNATIONAUX DE LA CRISE DU DOLLAR

La chute verticale du cours du change du dollar — monnaie-papier de base du système monétaire international — porte de toute évidence un nouveau coup à ce système et, par ricochet, à l'ensemble de l'économie capitaliste internationale. Elle représente avant tout une prodigieuse dévalorisation de capitaux pour tous ceux qui détiennent des dollars ou des créances libellées en dollars, même des obligations de firmes privées et des emprunts d'Etat. Cette masse de créanciers ne se trouve pas seulement en-dehors des Etats-Unis ; elle se trouve avant tout dans ce pays lui-même (12).

Il est vrai que cette dévalorisation (ainsi que la baisse momentanée des taux d'intérêt aux Etats-Unis) soulage quelque peu les pays du « tiers-monde » les plus endettés. Mais cet effet bénéfique est largement neutralisé par des mouvements en sens inverse provoqués par la récession américaine : l'inflation plus accentuée de leur devise nationale par rapport au dollar, une nouvelle détérioration des termes de l'échange. L'effondrement du cartel et des prix de l'étain, et le nouveau désastre qu'il a provoqué en Bolivie, en est une illustration frappante. Selon le rapport annuel de 1986 de la Banque mondiale, les pays du « tiers-monde » ont connu une perte de 1,1 % de leurs exportations à cause de la détérioration des termes de l'échange en 1985, c'est-à-dire près de 6 milliards de dollars. Ils ont en même temps déboursé, pour le seul service de la dette, 22 milliards de dollars en

8. *Japan Economic Journal*, 26 juillet 1986.

9. Idem, 7 juin 1986.

10. *Far Eastern Economic Review*, 4 septembre 1986.

11. *Wall Street Journal*, 11 août 1986.

12. On pourrait évidemment argumenter que la perte de pouvoir d'achat des propriétaires d'avois en dollars et en livres sterling à l'égard de marchandises japonaises, ouest-allemandes, néerlandaises, suisses, voire françaises, italiennes, belges, etc., est compensée par les gains de pouvoir d'achat des propriétaires de yens, de DM, de florins, etc. par rapport aux marchandises américaines et britanniques. La même remarque s'appliquerait à la revalorisation des avoirs en yens et en DM, qui compenserait la dévalorisation des avoirs en dollars et en livres sterling. Cet argument n'est pas valable, parce que le marché intérieur américain est plus vaste que le marché intérieur du Japon et de la RFA pris ensemble, et que la masse des avoirs en dollars et en livres sterling est encore beaucoup plus vaste que la masse des avoirs en yens et en DM.

plus de tous les apports de capitaux (prêts publics et privés, y compris sous forme d'investissements) qu'ils ont reçu cette année-là.

Pour l'économie capitaliste prise dans son ensemble, cette dévalorisation du capital-argent libellé en dollars agit comme une ponction déflationniste, qui aggrave la tendance vers la chute des prix découlant foncièrement de l'existence d'énormes capacités de production excédentaires (13). L'aggravation de la concurrence internationale, du fait de la chute du dollar oblige les firmes exportatrices à réduire leurs marges bénéficiaires, accentuant du même fait la tendance vers la baisse des prix. La baisse du prix du pétrole joue dans le même sens dans les pays impérialistes. Mais alors que la récession a déjà commencé, toute déflation ne peut qu'accroître la tendance vers la baisse de la production, de l'emploi et des revenus.

En outre, comme c'est le cas pour les pays du « tiers-monde », l'endettement croissant des Etats-Unis entraîne ce pays dans un véritable mouvement d'avalanche qu'on ne peut plus arrêter. Pour les années 1986-1990, on s'attend à un déficit cumulé de la balance des paiements des USA de 1 000 milliards de dollars. Ce pays ne dispose plus d'or et de devises pour régler cette dette colossale. Il ne peut qu'emprunter à l'étranger pour se procurer de quoi nettoyer l'ardoise. Mais la bourgeoisie étrangère, voyant la dévalorisation du dollar, n'est disposée à prêter de l'argent aux Etats-Unis que si l'intérêt de ces prêts comporte une prime d'assurance, croissante, contre des pertes de change. Plus cette prime d'assurance s'élève, plus s'accroît la pression pour que le taux d'intérêt nominal se remette de nouveau à monter aux USA. A son tour, la hausse de ce taux d'intérêt accentue la récession américaine, laquelle tend à se généraliser dans tous les pays capitalistes, étranglant ainsi le commerce mondial. Cela aggravera de nouveau le déficit de la balance des paiements des USA et l'obligation, pour ce pays, d'emprunter davantage à l'étranger.

Finalement, ces effets pervers de la crise du dollar pour l'économie américaine et capitaliste internationale accentuent la tendance à déplacer des capitaux, du secteur productif vers des secteurs improductifs et purement spéculatifs. Ils aggravent donc la crise d'accumulation (la suraccumulation), car seuls les capitaux investis dans la production permettent de produire de la plus-value supplémentaire.

La dette publique aux USA a dépassé le niveau astronomique de 2 000 milliards de dollars. Le seul service annuel de cette dette se rapproche de 200 milliards de dollars. Il aggrave le déficit budgétaire et se nourrit régulièrement du déficit de la balance des paiements, qui gonfle constamment la dette. La dette nette des Etats-Unis par rapport à l'étranger, qui s'élevait à 3 % du produit national brut (PNB) fin 1985, risque d'atteindre 14 % du PNB (800 milliards de dollars) en 1991. Mais ces 200 milliards de dollars d'intérêt encaissés chaque année par les créanciers du gouvernement des Etats-Unis ne sont



Après la hausse spectaculaire de l'an dernier, la baisse du dollar s'est amorcée. (DR)

investis de manière productive que dans une proportion minime. Pour en avoir une idée, il suffit de les comparer aux 5,5 milliards de dollars investis couramment aux USA par la bourgeoisie japonaise.

On pourrait supposer que les effets « positifs » de la hausse du yen et du mark allemand neutraliseraient au moins en partie ces ponctions déflationnistes sur l'économie internationale. Il existe en effet une tendance vers l'internationalisation du yen qui rejoint celle, plus ancienne déjà, de l'internationalisation du mark allemand. La part des opérations internationales de crédit (y compris les émissions d'emprunts) libellées en yen est passée à 7,7 %, contre 6,7 % pour le mark allemand. En chiffres absolus, ces opérations sont passées de 2 300 milliards de yens en 1983 à 5 200 milliards en 1985. Au taux de change actuel, cela représente quelque 33 milliards de dollars. La part des réserves de change de toutes les banques centrales capitalistes constituée en yens est passée, dans le même intervalle, de 4,9 % à 6,2 % (14). Elle devrait atteindre aujourd'hui 7 %. Quelque 10 % des importations japonaises sont déjà facturées en yens.

Mais lorsque l'on place ces chiffres dans leur contexte, on s'aperçoit qu'il s'agit de modifications modestes, voire insignifiantes, vu l'ampleur de la dette en dollars et des avoirs des capitalistes japonais. Le 31 mars 1986, la somme totale des avoirs des 10 banques japonaises les plus importantes atteignait 250 000 milliards de yens, soit, au cours de change du moment, 1 500 milliards de dollars. Cette masse était supérieure de 75 % à ce qu'elle avait été un an plus tôt (15). La part des actifs étrangers dans cette masse s'élevait déjà à 40 %, contre 30 % un an plus tôt et 25 % deux ans plus tôt. On dit qu'à Londres, les grandes banques japonaises détiennent déjà 25 % de tous les actifs bancaires (16). Vu de ces ordres de grandeur, l'importance relative du yen en tant que monnaie de couverture interna-

tionale, ou son utilisation courante dans le commerce mondial, paraissent dérisoires. Il n'y a pas encore de substitut du dollar en tant que monnaie de base du système monétaire international, parce que, finalement, il n'y a pas encore de puissance impérialiste (ou d'alliance impérialiste) qui ait remplacé les Etats-Unis en tant que puissance hégémonique. Et, de ce fait, la crise du dollar ne peut qu'accroître la crise du système international de la monnaie, du crédit et du commerce capitalistes.

On le voit, la dynamique de l'endettement et celle de la production matérielle sont étroitement imbriquées, à l'époque du capitalisme tardif. Cela résulte en dernière analyse de l'aggravation des contradictions intrinsèques au mode de production capitaliste, bien au-delà de la problématique des pays dits du tiers-monde.

Dans une lettre envoyée au sénateur américain Proxmire, Paul Volcker, président de la Banque centrale américaine, souligne, que fin 1985, les fonds propres des entreprises américaines ne représentaient plus que 51,5 % de leurs actifs contre 62 % en 1981. La dette des consommateurs américains a atteint le niveau record de 19,2 % des revenus disponibles. En Grande-Bretagne, un tiers des dépenses des consommateurs s'effectue à crédit, contre

13. Dans un article paru le 1er août 1986, l'hébdomadaire *Die Zeit* (RFA) caractérise par exemple la situation sur le marché mondial des composants électroniques avec la formule lapidaire suivante : « Une évaluation (prévision) erronée de la demande a conduit à d'énormes capacités excédentaires ». On a assisté dans le même temps à une baisse vertigineuse du prix de ces composants sur le marché. Pour arrêter cette baisse catastrophique des prix et des profits, les grands trusts des semi-conducteurs japonais et américains viennent d'ailleurs de constituer un véritable cartel d'exportation.

14. *Neue Zürcher Zeitung*, 20 août 1986.

15. La part des banques japonaises dans les avoirs cumulés des dix plus grandes banques du monde capitaliste est montée en l'espace d'un an de 50 % à près de 60 %.

16. *Neue Zürcher Zeitung*, 22 juillet 1986.

25 % il y a dix ans, tandis que la moitié des ménages allemands est endettée et que 4 millions de ménages ont du retard dans le paiement de leurs dettes ; un montant de 20 milliards de marks est considéré comme irrécupérable (17). Plus de la moitié de ces ménages en défaut de paiement est frappée par le chômage. Mais si le crédit à la consommation était brusquement réduit, les ventes et la production reculeraient, tandis que le chômage augmenterait davantage.

LES MARCHÉS INTÉRIEURS JAPONAIS ET OUEST-ALLEMAND, SUBSTITUTS CONJONCTURELS DU MARCHÉ AMÉRICAIN ?

Savoir si la « mini-récession » actuelle se prolongera par une récession « normale », du type de celles de 1974-1975 ou de 1980-1982, c'est finalement savoir si les marchés intérieurs du Japon et de la RFA peuvent remplacer le marché intérieur des USA comme locomotives de l'économie capitaliste internationale, d'autant qu'une expansion ultérieure des exportations de ces pays conduira à de nouveaux excédents de leurs balances des paiements, ce qui aura manifestement un effet pervers sur la conjoncture internationale.

L'administration Reagan entend des efforts énergiques, voire désespérés, pour amener Tokyo et Bonn à une relance accentuée. Le Japon et la RFA devraient mener une politique de baisse systématique des taux d'intérêt (d'argent « bon marché »), afin de gonfler la demande intérieure dans leur pays, qui aspirerait ainsi davantage de marchandises américaines. Voilà donc nos monétaristes d'hier reconvertis au keynésianisme, non seulement national mais même international.

Jusqu'ici, Tokyo et Bonn font la sourde oreille, démontrant une fois de plus que l'hégémonie américaine s'est depuis longtemps évanouie. On s'imagine mal un tel refus de leur part en 1955, ou même en 1965. Ce rejet est évidemment inspiré par des considérations d'intérêts concurrentiels propres à chacune de ces puissances impérialistes. Mais il peut aussi s'appuyer sur de solides arguments « techniques », c'est-à-dire sur des arguments de politique économique bourgeoise fondés du point de vue théorique.

Des taux d'intérêt plus bas au Japon et en RFA auraient-ils un effet réel sur le volume des investissements, de l'emploi, de la production et du revenu national ? On peut en douter. Le niveau de ces taux est déjà fort bas, plus bas qu'aux Etats-Unis. La masse monétaire gonfle rapidement, d'ailleurs aussi aux USA, où sa croissance annuelle est de 13 %. Néanmoins, le crédit accordé aux entreprises tend à se ralentir, non pas parce qu'il y a un manque d'offre de capitaux-argent, mais parce que la demande ne suit pas. L'augmentation de la masse monétaire est neutralisée par une baisse de la vitesse de circulation de la monnaie, malgré la baisse des taux d'intérêt (18).

Contrairement aux illusions de la plupart des économistes bourgeois, masse



Le chômage, l'une des pires conséquences sociales de la crise actuelle. (DR)

monétaire et taux d'intérêt ne sont que des variables partiellement autonomes en économie capitaliste. Les effets de leurs variations dépendent en dernière analyse du degré d'utilisation des capacités de production, de la possibilité d'écoulement des marchandises, des taux de profit escomptés, et de la masse des profits réalisés. Si ces facteurs n'incitent pas les capitalistes à investir davantage, aucune baisse des taux d'intérêt ne modifiera le comportement de ceux-ci.

Ce qui pèse sur le profit des grands trusts japonais et les amène à modérer leurs investissements — et donc à « provoquer » la récession —, ce n'est pas seulement le cours élevé du yen et la fin du boom des exportations qu'il entraîne, ce sont surtout les capacités de production excédentaires qui frappent autant les secteurs traditionnels (sidérurgie, pétrochimie, chantiers navals, marginalement aussi l'automobile) que les secteurs de pointe. Selon le *Japan Economic Journal* du 23 août 1986, « avec la baisse consécutive depuis deux ans des investissements dans la branche des semi-conducteurs, l'industrie japonaise de production des semi-conducteurs connaît des temps difficiles. Le capital investi par les industriels de la branche a chuté de 50 % en 1985. » En 1986, on s'attend à une nouvelle réduction de 28 %.

Même une forte expansion de la demande, en RFA et au Japon, ne ferait que compenser la chute des exportations et des revenus d'exportation de ces deux pays. Elle pourrait difficilement compenser, en plus, la somme des pertes de la baisse de la demande en Amérique du Nord et dans le « tiers-monde », mais sans une telle compensation, la demande globale à l'échelle internationale reste faible ou même en recul, incapable de provoquer une véritable relance de l'économie capitaliste dans son ensemble.

S'il y a un véritable gonflement de la demande intérieure au Japon et en RFA, il ne peut stimuler la conjoncture que par la relance de la consommation privée, vu qu'il n'y a guère d'espoir immédiat du côté des investissements productifs. Or, une relance de la consommation privée dans des pays comme ceux-là est irréalisable sans une hausse des salaires réels et de

l'emploi. Mais, depuis le début de la longue dépression, toute la politique économique de la bourgeoisie de ces pays vise exactement le but opposé, parce qu'elle est contrainte de devoir faire remonter les taux de plus-value et taux de profit, objectifs irréalisables avec une hausse des salaires. Les attaques contre le niveau de l'emploi, le maintien d'un niveau élevé de chômage même en pleine expansion, comme au cours des années 1983-1985, poursuivent justement ce but (19). Les bourgeoisies japonaises et ouest-allemandes ne vont pas sacrifier ces objectifs prioritaires pour des intérêts strictement américains. Leur opposition aux appels de Washington répond à une logique de classe très nette (20).

Une politique monétaire expansive au Japon et en RFA aurait tendance à effacer tout ou partie des avantages compétitifs que la bourgeoisie de ces deux pays a acquis par rapport aux USA, à la France et à la Grande-Bretagne. Son intérêt à moyen et à long terme, c'est de conserver ces avantages ; elle est donc peu encline à les sacrifier à une considération à court terme : éviter à tout prix la récession.

Il n'est pas exclu que l'effet immédiat de la baisse du prix du pétrole et du prix des matières premières libellés en dollars donne un avantage compétitif ac-

17. *Neue Zürcher Zeitung*, 23-24 novembre 1985, *Sunday Times* 12 janvier 1986 ; *Der Spiegel* numéro 12, 1986.

18. *Business Week*, 4 août 1986.

19. Le chômage est resté pratiquement inchangé pendant toute la période de reprise 1983-1985 dans les pays impérialistes, s'il n'a pas augmenté. Le ministre réactionnaire français Philippe Seguin n'a pas hésité à déclarer au journal *Le Monde* (numéro du 8 août 1986) qu'il y aurait en France un résidu « incompréhensible » de 2,5 millions de chômeurs. Sans aucun rapport avec la science économique, cette déclaration exprime par contre cyniquement le but poursuivi par la bourgeoisie française.

20. Il est vrai qu'au Japon il y a une marge pour des investissements publics (sociaux et d'infrastructure) qui sont très en retard par rapport à l'Europe. Il y a, de même, une marge pour une réduction du taux d'épargne des classes moyennes et des employés, largement supérieur à celui des autres pays impérialistes. Mais les attaques qui se multiplient contre « l'emploi assuré » dans les grandes entreprises et la crainte du chômage qui monte, expliquent la prudence des employés japonais en la matière.

cru à l'industrie ouest-allemande, et subsidiairement à celle des autres pays de la CEE, au point de compenser pour elles, dans l'immédiat, les effets de la chute du dollar sur leur capacité d'exporter, y compris aux USA. Dans ce cas, il y aura un décalage entre la poursuite de la « mini-récession » en Amérique du Nord et au Japon, et sa prolongation en Europe. Le décalage déjà habituel et le retournement de la conjoncture dans la plupart des pays semi-industrialisés aidant, cela conduirait à une *désynchronisation de la conjoncture internationale* pendant quelques trimestres. Mais il est improbable que cette désynchronisation puisse s'étendre à douze, voire à dix-huit mois.

PERSPECTIVES DE LA DÉPRESSION ET RELANCE DE L'INFLATION

L'hypothèse la plus optimiste pour l'économie capitaliste internationale — expansion poursuivie en Europe occidentale, dans le sud-est et l'est asiatiques et au Brésil pendant toute l'année 1987 — est la moins probable, de par la conjonction de quatre tendances :

- les effets dépressifs des capacités excédentaires de production sur le volume des investissements productifs dans tous les pays impérialistes ;

- une bourgeoisie plutôt encline à une politique de réduction de l'emploi et des salaires directs et indirects, notamment sous la pression du déficit des finances publiques qui s'aggrave partout ;

- les effets immédiats de la récession américaine et japonaise, ainsi que de la chute du prix du pétrole, sur le volume du commerce mondial ;

- les effets pervers de la dette du « tiers-monde » sur l'économie capitaliste internationale.

Il faut encore y ajouter la menace d'une nouvelle poussée de l'inflation. Partout, le gonflement de la masse monétaire dépasse largement les prévisions des autorités des banques centrales et les besoins à proprement parler de l'économie productive.

La cause principale de ce gonflement réside dans le déficit croissant des finances publiques et de la sécurité sociale, résultat de la dépression économique à long terme et, aux USA, de la nouvelle poussée de réarmement. Mais s'y ajoutent aussi le recours accru au crédit à la consommation, pour atténuer les pertes de revenu produites par la politique d'austérité de tous les gouvernements bourgeois. Aux Etats-Unis, le coût accru des importations cause également une hausse de prix. Mais c'est surtout le nouveau « laxisme » monétaire qui pourrait stimuler l'inflation. Pour relancer leurs ventes, les trusts de l'automobile ont radicalement réduit les coûts du crédit aux consommateurs, fin août 1986, et cela avec le plein accord des banques, dont la Banque centrale.

Certains économistes, et surtout des hommes politiques, considèrent qu'une telle relance de l'inflation n'est guère dangereuse, vu le niveau fort bas où cel-

le-ci est tombée. L'argument est sans doute valable pour l'économie internationale prise dans son ensemble, dans l'hypothèse d'une « concertation » réussie de toutes les puissances capitalistes. Mais cela pré suppose une solidarité, un intérêt commun qui n'existent guère dans les conditions de concurrence et de propriété privée. Puisqu'il y a concurrence, entre, d'une part, les propres puissances impérialistes et, d'autre part, entre celles-ci et les pays semi-industrialisés dépendants, chaque gouvernement calcule les effets de l'inflation sur la capacité concurrentielle de « sa » bourgeoisie, sur la balance des paiements de « son » pays, sur les rapports de forces sociaux au sein de « son » Etat. Il agit de la sorte non pas par aveuglement ou par ignorance, mais justement sous la pression de la concurrence. Dans ces conditions-là, la relance de l'inflation devient un facteur d'instabilité accrue.

Divers courants économistes — y compris ceux de l'OCDE — s'efforcent de rendre l'augmentation des salaires nominaux — qui accompagna la fin de la reprise de 1983-1985 dans quelques pays — responsable d'une possible relance de l'inflation. L'argument n'a aucune valeur scientifique. La hausse des salaires à la fin de la reprise n'a même pas compensé leur baisse durant la récession précédente ; elle n'a d'ailleurs concerné que quelques pays. Dans l'ensemble, quand ils n'ont pas diminué, les salaires ont augmenté moins vite que la productivité du travail. Mais même s'ils avaient augmenté davantage, cela n'entraînerait pas une relance de l'inflation, vu l'ampleur des ressources productives inutilisées. C'est évidemment le « laxisme » des banques et des autorités monétaires à l'égard des entreprises monopolistiques qui permet à celles-ci de « transférer » sur le marché toute augmentation des coûts, pour défendre leurs profits.

Derrière cet argument démagogique se cache le désenchantement de la bourgeoisie impérialiste quant à l'effet de la crise sur l'évolution des salaires. Alors que ceux-ci sont tombés de manière catastrophique dans la plupart des pays du « tiers-monde » — quelquefois jusqu'à 50 %, Taiwan, la Corée du Sud et Singapour étant des exceptions —, ils n'ont que peu diminué dans les pays impérialistes, à l'exception de l'Espagne et du Portugal. Malgré l'ampleur du chômage, les rapports de forces ne se sont pas modifiés de façon substantielle au profit du Capital. Quant aux attaques contre la sécurité sociale, inévitables vu le déficit croissant des finances publiques, elles se heurtent à une résistance farouche, y compris aux Etats-Unis (21).

Dans ces conditions, une sortie relativement rapide de la dépression aux frais de la classe ouvrière, du type 1940-1945 (ou 1933-1945 en Allemagne et au Japon), reste peu probable dans un avenir prévisible (22). Il en va de même d'une sortie de la dépression par une révolution technologique généralisée, avec la restructuration du marché mondial accompagnée de son élargissement. La perspective est donc plutôt celle d'une prolongation

considérable de la dépression.

Le cas de la robotique est très significatif à ce sujet. On nous a fait miroiter les perspectives grandioses qui s'ouvriraient grâce à cette branche nouvelle, et qui entraîneraient un bouleversement de toute la société, voire une disparition du travail humain. Or, aujourd'hui, les patrons doivent déchanter, à commencer par ceux de la branche robotique elle-même. Les progrès de la robotisation se font à pas de tortue et non à pas de géant, justement parce que les investissements productifs dans leur ensemble ont tendance à stagner. Les études réalisées par les revues bourgeoises le confirment, en constatant les capacités excédentaires de cette branche, ou le simple fait que la révolution des robots avance beaucoup plus lentement que prévu (23). D'ici la fin du siècle, ces esclaves mécaniques n'auront supprimé que quelques pour-cents des postes de travail dans l'industrie.

La grande inconnue reste la possibilité d'une crise d'effondrement du système international du crédit, du type de celle de 1931, accompagnant l'actuelle récession. Nous continuons à penser qu'elle est improbable. Le gouvernement des Etats-Unis ne peut pas laisser crouler des banques comme la Citicorp ou la Morgan Guarantee, pour la simple raison que le gouvernement des Etats-Unis, c'est la Citicorp et la Morgan Guarantee. Comme l'a récemment répété le professeur Galbraith : « *On peut dire, au sens large, qu'aucun établissement industriel ou financier n'est menacé de s'écrouler, à condition d'être suffisamment important.* » (24)

Mais il y a des limites à la capacité et à la rapidité des gouvernements bourgeois de « porter secours ». C'est pourquoi le krach n'est pas exclu. Cette éventualité dépend essentiellement de deux facteurs. Premièrement, de l'ampleur de la dévalorisation du capital, avant tout du capital productif, dans les pays impérialistes eux-mêmes (en premier lieu les Etats-Unis), c'est-à-dire du nombre de grandes firmes qui feront faillite ou qui seront absorbées en échange d'une fraction seulement de la valeur de leurs actifs fixes. Deuxièmement, de l'ampleur de la prochaine crise d'insolvabilité des principaux pays débiteurs du « tiers-monde ».

Ernest MANDEL,
16 septembre 1986.

21. Dans un livre qui a fait sensation, (*The Triumph of Politics*, Harper & Row), l'ex-chef du Département du budget de Reagan, David Stockman, exprime sa « déception » au vu du comportement des parlementaires républicains réaganiens qui se sont opposés à toute coupure substantielle de l'assurance-maladie (Medicare, Medicaid) par crainte des réactions des électeurs.

22. Armstrong, Glyn et Harrison (*Capitalism since World War II*, Fontana Books, 1984) expriment un avis analogue.

23. Voir *The Economist* du 26 juillet 1986 la *Revue internationale du travail* numéro 1, 1986.

24. *New York Review of Books*, 26 juin 1986. John Kenneth Galbraith, économiste keynésien, est entre autres l'auteur de *L'ère de l'opulence* (1961) et du *Nouvel état industriel* (1968).

Le sucre amer de Negros

Reportage sur une île qui lutte pour sa survie

LE caractère essentiellement urbain de la « révolution de février » qui a renversé la dictature de Ferdinand Marcos et porté au pouvoir Cory Aquino ne doit pas nous faire oublier que les Philippines restent un pays essentiellement agricole (1). 49 % de la population active l'est dans le secteur de l'agriculture, dont dépend 70 % de la population du pays. Avant comme après la chute de Marcos, des luttes sociales se déroulent dans les campagnes, d'autant plus que le pouvoir des propriétaires terriens et ses relais dans l'appareil d'Etat sont loin d'avoir été brisés. Les rapports de domination et d'exploitation de la masse des paysans et des travailleurs agricoles restent largement intacts.

Une des principales productions agricoles des Philippines est celle du sucre, qui eut durant trente ans un débouché garanti dans le cadre du traité Laurel-Langley signé en 1946 au moment où les Etats-Unis ont accordé l'indépendance politique aux Philippines après cinquante ans de colonisation. Mais

ce traité arriva à expiration en 1974 et, depuis, l'économie sucrière des Philippines a dû affronter la concurrence d'autres pays producteurs de sucre et l'arrivée de sucres synthétiques sur le marché mondial, conjointement à une chute générale du cours du sucre.

Cette situation a eu des conséquences drastiques pour l'île de Negros, centre principal de la production du sucre depuis le 19e siècle, dont l'économie dépend totalement de cette production. Mais Negros a aussi une longue tradition de luttes populaires, qui remonte aux soulèvements contre la colonisation espagnole à la fin du 19e siècle et qui est maintenue aujourd'hui par les syndicats de travailleurs agricoles. Le reportage, que nous publions ci-dessous, de deux de nos collaborateurs qui se sont rendus à Negros durant l'été 1986 fait ressortir à la fois les effets dramatiques de la crise sucrière et les capacités de lutte et de résistance des ouvriers et paysans de l'île. ■

Paul PETITJEAN,
Sonia RUPON

Le cortège funèbre s'étire, alors que nous quittons la route goudronnée pour les chemins de terre. Nous sommes en août, le 13 août 1986, précisément. La canne, omniprésente dans la plaine, envahit les contreforts des collines où nous pénétrons. Elle est reine en ce royaume du sucre. Elle pousse partout, habillant l'île de Negros d'un riche manteau verdoyant. Mais, pour les ouvriers des plantations, c'est la morte saison. Ils n'ont pas de travail et les enfants ont faim.

Le sucre ! Ce fut la richesse des Philippines, ou du moins celle de l'orgueilleuse élite métisse des planteurs, celle des marchands, des politiciens et des firmes étrangères. Ce ne fut jamais la richesse de ceux qui amendaient la terre, plantaient, coupaient et ramassaient la canne, broyaient les tiges et raffinaient leur jus. Mais aujourd'hui, la crise est là. Et faute d'avoir envisagé d'autre avenir que la surexploitation permanente de leurs travailleurs, les planteurs ont été pris par surprise par l'effondrement du prix du sucre sur le marché mondial, par la fermeture progressive des frontières américaines et l'accentuation de la concurrence internationale.

Bien qu'ils n'en soient en rien responsables, les ouvriers du sucre sont évidemment les premiers frappés par la crise. La disette fait son œuvre. A la morte saison, les enfants commencent à mourir des effets de la malnutrition. Dans la plantation que nous visiterons demain, l'hacienda Santo Rosario de Murcia, deux enfants ont ainsi succombé tout récemment, douze autres dans l'hacienda voisine de Abo Abo. Et celui dont nous suivons le

cercueil est mort parce qu'il voulait que les enfants vivent.

LA RÉACTION NE DÉSARME PAS

Anecito Emalay, 28 ans, marié et père de trois enfants, a été tué il y a dix jours de cela. C'était le 3 août 1986. Il avait pris le bus pour rentrer chez lui quand quatre hommes de main l'ont abattu à bout portant, son visage porte sur tout le côté droit la marque de la poudre. Anecito appartenait à la Fédération nationale des travailleurs du sucre-Alimentation et métiers généraux (NFSW-FGT). Il s'était activement engagé depuis environ un an. Blessé en 1985, lors du massacre d'Escalante où 21 manifestants — dont 18 travailleurs du sucre — avaient trouvé la mort sous les balles des « forces de l'ordre », il avait poursuivi ses activités (2). Il avait aidé à l'organisation d'une grève de 17 jours dans l'hacienda DDCH dont le propriétaire, Rodolfo Lizares, est l'un des principaux actionnaires de la raffinerie de Danao. La raffinerie de Danao ? C'est précisément là que les tueurs semblent s'être réfugiés, le 3 août, une fois leur forfait accompli.

Août 1986. Voilà six mois déjà que Marcos a été chassé du pays et que Corazon Aquino a accédé à la présidence. Mais certains gros planteurs de Negros n'ont pas désarmé. Police, armée et forces para-militaires n'ont pas été épurées. Le terrorisme contre les pauvres a repris : Anecito n'est pas le premier à mourir, dans le Nord de l'île, depuis la « révolution de février ». Uldarico Antojado, ouvrier de la plantation Gutierrez, dans le district de Toboso, syndicaliste et militant laïque de l'Eglise, a été enlevé et son corps retrouvé dans une tombe de

fortune, le 23 mai. Quant à Morito Pastidio, de l'hacienda San José, lui aussi syndicaliste, lui aussi enlevé par des hommes armés, il a été laissé mort, le 11 juillet, criblé de balles, dans un champ de cannes.

La NFSW-FGT accuse : « *Le syndicat pense que l'on assiste à un effort coordonné de la part de quelques planteurs-minotiers de sucre, despotes, pour chasser les syndicalistes actifs qui exigent des salaires justes et/ou des lots fermiers (...)* Leur attitude fortement anti-ouvrière et anti-populaire doit être dénoncée et condamnée par tous ceux qui sont d'accord avec les avancées présentes du gouvernement Aquino pour restaurer la liberté, la démocratie et la justice non seulement pour une petite minorité mais pour la grande majorité du peuple. Aucune dette de sang ne restera impayée. Aujourd'hui les travailleurs souffrent. Mais même aujourd'hui, des centaines de milliers choisissent de risquer leur vie pour que la voix de la classe ouvrière puisse se faire entendre, cette voix qui parle de la faim, de la pauvreté, de la répression pendant des siècles d'exploitation et d'oppression par une petite minorité » (3).

1. Sur la situation de l'agriculture philippine et notamment de l'industrie sucrière, voir l'article de Paul Petitjean « Crise de l'agriculture et formes de radicalisation de la paysannerie » paru dans *Inprecor* numéro 169 du 19 mars 1984.

2. Le 20 septembre 1985, veille de la date anniversaire de l'imposition de la loi martiale par Marcos en 1972, les forces de l'ordre ont tiré sur une manifestation d'environ 5 000 personnes pour la plupart des travailleurs du sucre, organisée par la coalition populaire Bayan (voir note 5).

L'appel du NFSW-FGT est entendu. Ils sont nombreux, les compagnons d'Anecito, à suivre son cercueil sur la route qui conduit d'Escalante, où il fut abattu, à Toboso, où il habitait. Et d'autres les rejoignent pour assister au service religieux, au meeting de protestation organisé par le syndicat, à l'enterrement. Le 13 août, date anniversaire pour le mouvement ouvrier : quatre ans plus tôt, le régime Marcos s'était brusquement attaqué aux syndicats, jetant en prison pour des mois ou des années des dirigeants nationaux dont Felixberto « Bert » Olalia, principale figure de la centrale militante Mouvement du Premier mai (Kilusang Mayo Uno, KMU), mort en décembre 1983, peu après une libération précipitée par son état de santé (4). Aujourd'hui, à Manille et en bien des villes, des milliers d'autres travailleurs manifestent en souvenir de la lutte menée sous la dictature et pour affirmer la nécessité de continuer le combat pour les droits des travailleurs.



Manifestation des ouvriers agricoles de la canne à sucre. (DR)

LES CONTRADICTIONS DE L'APRES-MARCOS

Negros, le royaume déchu du sucre. L'île offre une image aiguë des contrastes de l'après-Marcos. L'ancien maire d'Escalante avait lourdement trempé dans le massacre du 20 septembre 1985. Le nouveau maire de la ville envoie lui aussi des soldats à la tête du cortège funèbre où nous nous trouvons. Mais c'est pour protéger et non intimider. Des éléments progressistes, parfois liés à la coalition militante Bayan (5), ont en effet été nommés après la révolution de février à des postes administratifs, en remplacement des fidèles de Marcos. Le nouvel « espace démocratique » se fait sentir. Nita Cherniguin, présidente de la commission solidarité internationale du NFSW-FGT, nous explique qu'ici, 46 prisonniers politiques ont été libérés depuis février, soit la quasi totalité. Mais les forces armées poursuivent leurs exactions. Negros reste une zone de militarisation.

Les organisations de masse réclament avec insistance le retrait des bataillons connus pour les sévices qu'ils ont commis contre la population et le jugement des coupables. Rex Arnaldo, président de Bayan-Negros, a exigé le démantèlement des Forces de défense interne civile (CHDF), organismes para-militaires particulièrement détestés, notant qu'il ne suffit pas de changer leur nom, comme le proposent certains, pour en transformer la nature. La direction régionale du Front national démocratique (NDF), clandestin et engagé dans des pourparlers de cessez-le-feu avec le gouvernement, a lancé un appel aux responsables civils pour qu'ils dénoncent publiquement les exactions de l'armée. Mais bien des nouveaux Officers in charge (OIC, officiers responsables, cadres administratifs choisis par la présidence) se gardent d'interférer avec les affaires militaires. Pour le gouverneur de la province de Negros occidental, Daniel Lacson, ce n'est pas de son ressort. Il ne veut jouer d'autre rôle que celui d'entremetteur. Pressé de questions à ce

sujet, il a fini par déclarer au père Gordocillo, directeur de l'Action sociale : « *Voulez-vous un gouverneur mort ?* » (6).

A Negros, comme dans le reste du pays, on teste les possibilités d'un cessez-le-feu entre les forces gouvernementales et le NDF, entre l'armée et la Nouvelle armée du peuple (NPA) dirigée par le NDF et le Parti communiste des Philippines (PCP) clandestin. Les perspectives locales sont pour l'instant sombres. Le commandement régional a fait connaître à sa manière ce qu'il en pensait. C'est dans le Sud du pays que le développement de la NPA est le plus spectaculaire. Après une accalmie des combats, suite à la révolution de février, l'armée relance les opérations contre-insurrectionnelles en mai. C'est la zone connue sous le diminutif de « CHICKS » (7), qui va être le théâtre de ces opérations qui feront deux victimes civiles (de jeunes paysans), deux blessés et laisseront huit maisons brûlées.

La NPA dénonce cette rupture de fait de la trêve et s'attaque, le 20 juin, par mesure de rétorsion, au détachement Bravo Coy, tuant à son tour deux soldats. Un enregistrement de l'attaque sera donné par la NPA aux médias. L'armée réagit durement en engageant des moyens sans précédent dans la région : des canons de 105 mm, des mortiers de 81 mm, des transports par hélicoptère. Les combats durent cette fois deux semaines : une cinquantaine de maisons sont détruites dans la zone de combats, un paysan est tué, de nombreux autres blessés, plus de trois milles personnes doivent se réfugier dans les villes avoisinantes.

Monseigneur Fortich, évêque de Bacolod, la capitale de Negros occidental, avait pris directement langue avec le NDF, en juin, en vue de négociations futures. Devant ce sabotage des perspectives de pourparlers, monseigneur Fortich ne cache pas son exaspération. Il déclare à la presse : « *Je suis pro-Cory, mais je proteste fortement contre cette militarisation* » (8). L'évêque Fortich n'en est pas

à sa première expérience amère. En 1978 déjà, il avait organisé une rencontre entre des ouvriers syndiqués et des planteurs en vue de résoudre un important conflit sur l'occupation de terres. Cela n'avait pas empêché l'armée d'arrêter sous son nez les travailleurs assurés de sa protection ! Et sa résidence épiscopale a été entièrement détruite dans un incendie par des hommes de main à la suite du massacre d'Escalante : il s'était en effet violemment élevé contre la tuerie du 20 septembre 1985. Seule la carcasse noircie de sa demeure reste encore debout, à côté de la cathédrale de Bacolod.

Monseigneur Fortich s'inquiète d'autant plus de l'évolution de la situation qu'il sait qu'elle est explosive, lui qui a déclaré que l'île de Negros était un « *volcan social* » qui risquait d'entrer à tout moment en éruption. Depuis le 19e siècle, l'île est soumise à la monoculture de la canne à sucre. Au moment où la production recule de façon dramatique, aucune alternative n'a été préparée.

L'industrie du sucre emploie, en 1980, environ 500 000 personnes. Trois millions d'habitants de l'archipel dépendent plus ou moins directement de ce sec-

3. Communiqué de presse de Serge B. Cherniguin, secrétaire général du NFSW-FGT, « NFSW-FGT Condemns Atrocities vs Workers in the North », Bacolod, le 7 août 1986.

4. Créé en 1980, le KMU est la principale centrale syndicale « lutte des classes », voir l'interview de son secrétaire général, Bob Ortaliz, à la page 16 de ce numéro d'Inprecor.

5. La Nouvelle fédération patriotique (Bagong Alyansang Makabayan), connue sous l'acronyme Bayan, est une coalition de mouvements populaires de masse, notamment le KMU et de nombreuses organisations paysannes. Bayan est très influencée par le Front national démocratique (NDF) clandestin.

6. *Inquirer's Eye*, Bacolod, 18-31 juillet 1986, p. 7.

7. « CHICKS » signifie la zone qui, à Negros occidental, comprend les villes de Candoni, Hinobaan, Ilog, Cauayan, Kabankalan et Sipalay.

8. *Inquirer's Eye*, op. cit.

teur. La canne est cultivée au Centre-Luzon, au Sud-Tagalog, à Negros, dans quelques autres îles des Visayas. Mais c'est à Negros que se trouve l'essentiel : 60 % des 450 000 hectares plantés en canne (soit 5 % du total des terres cultivées du pays). Il y a alors 33 000 fermes et 31 000 planteurs. Mais ces chiffres ne doivent pas faire illusion, la concentration foncière est très grande. Les propriétaires de moins de 5 hectares représentent 53 % des planteurs et n'occupent ainsi que 9 % des terres cultivées en canne. En revanche, près de la moitié de ces terres est occupée par les 7 % de planteurs possédant plus de 50 hectares.

UNE ÎLE SINISTRÉE

En 1980 toujours, les ouvriers agricoles représentent 70 % de la force de travail, les paysans locataires de leurs terres 20 % et les ouvriers d'industrie, des raffineries, 10 % (il reste un faible pourcentage de petit propriétaires-producteurs et de métayers). C'est à Negros que plantations et raffineries sont concentrées. C'est la seule île totalement dépendante du sucre. C'est là que se joue la crise.

Un militant du NFSW-FGT nous explique l'ampleur de cette crise. « Elle a vraiment commencé en 1984. Pour la saison 1984-1985, 224 000 hectares de canne avaient été plantés. Seuls 135 734 hectares seront récoltés : les fonds manquent et l'argent des ventes ne rentre pas. En 1985, 152 095 hectares sont plantés, mais il s'agit pour deux-tiers de vieux plants dont la rentabilité baisse rapidement. L'année prochaine, il faudrait d'importants investissements pour les renouveler. Le capital manque : les banques refusent de nouveaux prêts, de nombreux planteurs ont dû hypothéquer. L'avenir est sombre : le marché américain se ferme de plus en plus. Le quota philippin ne cesse de se réduire. Eé 1985, il était encore de 324 000 tonnes. En 1986, il est tombé à 231 000 tonnes. Pour l'année prochaine, Washington veut le fixer à 180 000 tonnes. Et, si rien ne vient

modifier les plans américains, notre quota devrait être réduit à zéro en 1990 !

« Quant aux prix du marché mondial, ils ont terriblement chutés. La livre de sucre valait 28,66 cents US en 1980. Elle vaut aujourd'hui 4 cents. Or, les coûts de production, ici, dépassent les 10 cents ! Cela explique la chute de la production : de 20 millions de piculs (9) à Negros en 1981, on est tombé à 15 millions de piculs. Il faut comprendre ce que cela signifie pour les travailleurs de ce secteur. Aujourd'hui, tout s'enchaîne : les surfaces mises en culture se réduisent rapidement, les jours ouvrés par an aussi, des raffineries ferment pour de bon leurs portes, et la mécanisation des plantations est engagée. Or, une plantation entièrement mécanisée réduit de 90 % la main d'œuvre ! C'est un secteur social entier qui est menacé ».

Les chiffres que nous donne Nita Cherniguin parlent d'eux-mêmes. Le salaire minimum officiel est de 32 pesos par jour pour les ouvriers des plantations de sucre (22,50 pesos de salaire de base et 9,50 pesos d'allocation d'urgence de vie chère), alors qu'il est de 44 pesos dans d'autres types de plantations. 20 pesos valent environ un dollar, soit 7 francs ! Le salaire des ouvriers d'industrie dans les raffineries est officiellement fixé à 42 pesos par jour.

De véritables salaires de misère, même compte tenu des prix des produits aux Philippines. Et pourtant moins de 20 % des planteurs accordent à leurs travailleurs le salaire minimum officiel. Nombreux sont ceux qui ont recours au travail à la pièce. Ils payeront par exemple 14 pesos par tonne de canne coupée et chargée sur camion. C'est un travail épuisant. Un bon ouvrier peut traiter 1,5 tonnes en une journée complète (du lever au coucher du soleil), ce qui lui fait à peine plus de 20 pesos, ou 7 francs. On rencontre des salaires quotidiens de 10 pesos ou moins. Déjà profondément endetté, l'ouvrier mettra toute sa famille au travail pour gagner un peu plus : « C'est ainsi que beaucoup d'en-

fants se retrouvent en dehors de l'école dès l'âge de neuf ans ».

Ce n'est pas tout. Ne reçoit sa paye du jour que celui qui travaille ce jour. Et il y a la morte saison, une fois la terre préparée et la canne plantée, avant qu'elle ne puisse être coupée. Un ouvrier agricole avait normalement du travail 180 jours par an. Avec la réduction de la production, la rotation de la main d'œuvre, la mécanisation, cela tombe souvent à 120 jours par an actuellement. « Pendant six mois ou six mois et demi, les ouvriers se retrouvent sans emploi, donc sans revenu régulier, si bas soit-il ».

Une famille de l'hacienda Santo Rosario confirme ces chiffres. « Durant les six mois de la morte saison, on essaie de faire des petits boulots comme couper des arbres et préparer du charbon de bois pour le vendre au marché. Mais cela ne va pas loin. Le principal problème reste la nourriture. Nous plantons des bananes, des patates etc. On ne peut pas manger grand chose d'autre. Il n'y a pas d'argent pour acheter des vêtements aux enfants. Or, l'institutrice refuse de les accueillir en classe s'il ne sont pas proprement habillés. Elle craint qu'ils ne soient sales et qu'ils ne contaminent les autres. Pas d'argent non plus pour réparer la maison ou pour acheter des médicaments, pour emmener les petits à l'hôpital ».

Les enfants, à chaque instant de notre séjour à Negros, ils sont là : premières victimes. Selon une enquête récente, 66 % des enfants de Negros occidental sont mal nourris. Près de la moitié d'entre eux souffrent de malnutrition au deuxième ou troisième degré. Des centres d'urgence se constituent à Bacolod et ailleurs. Mais pour que les parents puissent y emmener régulièrement leur progéniture, il faut qu'ils habitent tout près. Quant aux études, moins de 10 % des enfants concernés terminent leur études secondaires, faute d'argent, faute d'habits décents.

« C'est la misère. Nous avons placé nos espoirs dans les lots de terre à cultiver que nous avons obtenu du planteur, mais là encore, pour les mettre en valeur, il faut de l'argent, pour les engrais, les pesticides. Nous n'avons pas le temps d'attendre. Il nous faut l'argent chaque jour. Alors, c'est encore plus important que la terre : trouver quotidiennement de l'argent ».

LES OUVRIERS DU SUCRE VEULENT DES TERRES

Les « farmlots » (lots fermiers), voilà longtemps que cette revendication fait partie du programme syndical réclamant que des terres soient allouées aux travailleurs des plantations pour qu'ils puissent produire de quoi se nourrir et de quoi augmenter leur revenu en vendant le surplus au marché. Mais, avec la crise structurelle que traverse le secteur de la canne à sucre, la lutte pour obtenir le

Une des revendications des ouvriers, la terre. (DR)



9. Le picul est une unité de mesure variable qui vaut environ 60 kilogrammes.

droit de cultiver la terre à des fins de subsistance a pris une ampleur sans précédent. Elle est aujourd'hui véritablement au centre de l'action syndicale.

« Nous savons que beaucoup de planteurs ont actuellement de grosses difficultés financières. Ils n'ont plus de quoi investir et les intérêts sur les prêts bancaires se montent souvent à 40-45 % par an. En l'état actuel des choses, comment obtenir ne serait-ce que le paiement réel du salaire minimum officiel ? Mais la condition des familles ouvrières est vraiment désespérée. Ce que nous demandons est tout à fait raisonnable : que les planteurs prêtent 10 % de leurs terres à leurs ouvriers pour qu'ils puissent produire de quoi survivre. Et ce, alors que 30 % des terres à canne à sucre restent en friche ».

Ce mot d'ordre semble faire l'unanimité. Du NFSW-FGT jusqu'à monseigneur Fortich et à la NPA, tous réclament que 10 % des terres soient prêtées aux ouvriers agricoles. De nombreux appuis internationaux se sont déclarés. Des premiers résultats ont été obtenus. Pourtant la lutte reste difficile.

Les travailleurs du sucre ont été surexploités plusieurs générations durant, les dettes se transmettant de père en fils, enchaînant la famille à la plantation. Et ils ont aussi été écrasés dans leur âme. *« Une culture de soumission s'est formée ici, peut-être plus que partout ailleurs aux Philippines ».* Il était fréquent que les ouvriers demandent au planteur l'autorisation de se marier, ou lui demande de résoudre un conflit familial, voire de choisir le nom de leurs enfants ! *« C'est un long combat pour organiser les travailleurs des plantations face à la répression. Depuis 1971, date de création de notre syndicat, 16 de nos organisateurs ont été tués, compte non tenu des simples membres qui ont disparu. Mais aussi contre cette culture de soumission. Des planteurs nous ont accusés d'être des agitateurs. Nous cherchons seulement à redonner leur identité et leur dignité à ces femmes et ces hommes à qui on l'a retiré, à les aider à retrouver le sens de leurs droites ».*

« Des planteurs sont furieux. Ils exercent mille mesures de rétorsion contre les syndicalistes : refus d'avancer de l'argent pour soins médicaux, refus de réparer leurs maisons endommagées par un typhon, discrimination dans la distribution du travail. Ils vont jusqu'à couper les subsides en riz, lors de la morte saison, pourtant vitaux et vont jusqu'au lockout. Mais le sentiment de retrouver sa dignité humaine est une force considérable. Les travailleurs continuent le combat et le syndicat étend son implantation. Le NFSW a maintenant 85 000 membres, dont 55 000 à Negros occidental. Nous nous étendons à Iloilo, Leyte, Negros oriental, bientôt Cebu » nous explique Nita.

Des planteurs, peut-être 30 %, surtout des petits et moyens planteurs, ont accepté de prêter des terres à leurs ouvriers, à commencer par une période d'un an. Le NFSW-FGT a ainsi obtenu la distribution temporaire de 4 000 hectares.

C'est encore beaucoup trop peu et la mise en valeur de ces terres pose bien des problèmes. A la mi-août, 1 000 hectares seulement étaient effectivement travaillés, mais la surface cultivée s'étendait rapidement.

Il faut de l'argent pour engager la production. Les ouvriers agricoles n'en ont pas. Le syndicat a constitué un fonds de roulement, des sommes prêtées à des taux d'intérêt très bas devant être remboursées une fois la récolte réussie de façon à pouvoir être avancée à d'autres villages dans le besoin. Des agences religieuses ou laïques aident à constituer ce fonds, comme le Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD) de France et Frère des Hommes. Il faut espérer que le soutien international s'élargira et agir pour qu'il en soit ainsi.

La NFSW-FGT recherche aussi la mise en œuvre de méthodes écologiques de cultures qui doivent permettre de réduire considérablement les coûts en engrais et pesticides commerciaux : utilisation de semences adaptées au milieu, fabrication d'engrais verts naturels (avec l'azote, comme au Vietnam) et de pesticides à partir des plantes, etc.

UNE RÉVOLUTION AGRICOLE

Cette orientation correspond d'ailleurs aux Philippines à une préoccupation beaucoup plus générale. L'agriculture capitaliste semble hors de portée à un nombre grandissant de paysans qui ne peuvent plus faire face à ses coûts croissants. Dans certains endroits, comme dans l'île de Mindanao, certains tentent même de sortir du marché et de revenir à une agriculture de subsistance. Des expériences diverses sont en cours dans plusieurs régions. Mais le NFSW-FGT se heurte à Negros, à un problème très particulier. Il lui faut reconstituer entièrement une agriculture paysanne depuis le riz jusqu'à l'élevage, sur une terre façonnée par la canne à sucre et avec une population qui a perdu, en quelques générations, le savoir-faire paysan. C'est une gageure, mais y-a-t-il une autre solution dans cette île sinistrée ?

L'action du NFSW-FGT ne se limite donc pas à relancer la culture du riz, fusse-t-elle avec des méthodes écologiques. D'autres cultures de subsistance sont propagées (maïs, patate douce, etc.). Des élevages divers : porcs, volaille, poissons de mare, escargots même. Il faut trouver à tout prix des sources de protéines. Et le lait des carabao (les buffles d'eau, l'animal de trait de l'archipel) et des chèvres est destiné aux enfants. Le lait est en effet devenu un luxe à Negros.

Des séminaires sont organisés pour transmettre les connaissances nécessaires et le bilan des premières expériences. Car tout ne fait que commencer. Les premières récoltes arrivent, souvent médiocres. Il faut améliorer et déjà élargir le champ d'action : multiplier les centres de soins, permettre la fabrication de médicaments à partir des ressources locales (vitamines, médicaments contre la toux, etc.), développer une nouvelle production ar-

tisanale (papier, savon, etc.).

Il faut reconstituer une économie viable et durable. *« C'est l'une des raisons pour laquelle nous prêtons de l'argent au lieu de demander aux agences internationales de simplement le donner »* explique Archie, un responsable du NFSW. *« Le taux d'intérêt n'est que de 10 % par an. Et le remboursement n'a lieu que si la récolte le permet. Mais les travailleurs doivent apprendre à tenir compte des coûts réels. Sinon, ils ne deviendront jamais auto-suffisants ».*

« Les surfaces allouées sont petites, trop petites pour être distribuées à chacun, individuellement. Les membres du NFSW-FGT sont ainsi amenés à travailler la terre et à participer aux autres activités collectivement. La dynamique ? La création de coopératives. Ça aussi, c'est important ».

LA RÉSISTANCE DES POSSÉDANTS

Devenir auto-suffisant, c'est un rêve pour ceux qui ont toujours dépendus de la volonté du planteur, un rêve que certains planteurs connaissent, conscients qu'ils sont de la gravité de la situation. Très nombreux seront en effet ceux qui, désespérés, rejoindront la lutte armée si ce combat pour la survie échoue. *« C'est la terre ou les balles ; le riz ou le M 16 »*, le fusil d'assaut américain qui arme aussi la guérilla.

Mais de nombreux planteurs, et parmi les plus puissants, entrent à nouveau en guerre contre les pauvres. Ils espèrent toujours en une victoire militaire contre l'insurrection. Ils ne veulent rien apprendre de l'histoire, ils ont l'orgueil d'une vieille élite dont la fortune et le statut sont indissolublement liés au sucre, à la plantation. Ils ont la morgue des nouveaux riches, accrochés aux prébendes du pouvoir hérités de l'ère Marcos. Ils ne veulent rien prêter de leurs terres, de peur d'en perdre une parcelle. Ils attendent un miracle pour rétablir leur industrie, ils espèrent en la Maison Blanche, leur Mecque moderne, qui doit leur allouer de nouveaux quotas, garantie de nouveaux bénéfices.

Ils ne veulent surtout pas reconnaître en leurs travailleurs des êtres humains qui accèdent à nouveau à la dignité. Peu avant notre passage à Negros, des hommes de main sont venus voler le fruit du labeur engagé par ces nouveaux ouvriers-paysans sur leur lots fermiers. Ils ont volé la première récolte et, ce faisant, c'était l'espérance qu'ils volaient. Derrière ces hommes de main, il y a des planteurs, le commandement militaire régional et l'ombre de Juan Ponce Enrile, ministre de la Défense, hier maître d'œuvre du régime de loi martiale, aujourd'hui avocat quotidien de la « solution militaire » contre le communisme.

« Cory Aquino a soulevé de grands espoirs, ici. Mais qui peut croire en Enrile ? » soupire une militante du NFSW.

Paul PETITJEAN,
Sonia RUPON,
15 septembre 1986.

Interview d'un dirigeant syndical des travailleurs du sucre

LE Mouvement du Premier mai (Kilusang Mayo Uno, KMU) est la principale centrale ouvrière « lutte des classes » des Philippines (1). Au moment de sa création en 1980, il comptait 50 000 adhérents. En 1985, il annonçait 500 000 et en 1986 le nombre de ses adhérents est estimé à plus de 600 000 (ce dernier chiffre est cité par la *Far Eastern Economic Review* du 28 août 1986). La Fédération nationale des travailleurs du sucre-Alimentation et métiers généraux (NFSW-FGT), dont l'île de Negros est l'un des bastions, est affiliée au KMU. L'interview dont nous publions de larges extraits ci-dessous a

Russell JOHNSON : — Comment le mouvement ouvrier réagit-il à l'ouverture apparue avec la chute de Marcos ?

Bob ORTALIZ : — Par suite de cette nouvelle situation, le bloc progressiste au sein du mouvement ouvrier est aujourd'hui en train de s'unir en un seul grand regroupement qui se nomme le Conseil consultatif du travail (LACC). Ainsi qu'il l'a été convenu avec le ministre du Travail, ce regroupement sera l'organisme consultatif pour les principales questions sociales. Nous sommes ainsi en train de jeter les bases de l'unité entre les participants au LACC.

— Quels sont les syndicats qui en sont partie prenante ?

— Le LACC réunit le Mouvement du Premier mai (Kilusang Mayo Uno, KMU), la Fédération des travailleurs libres (FFW), des affiliés de la Fédération syndicale mondiale (FSM) et des syndicats indépendants.

— A l'exception du Congrès syndical des Philippines (TUCP) ?

— Le TUCP (2) a participé à la première réunion, mais il a fini par prendre ses distances par rapport au LACC parce que son secrétaire général, Herrera, disait que le TUCP et le KMU ne pourraient jamais s'unifier pour des raisons idéologiques. Donc, pour l'instant, le TUCP reste à l'extérieur du LACC, mais nous essayons toujours de l'amener à une forme d'unité, même s'il ne s'agit que d'établir les bases d'une coopération dans le mouvement syndical.

Nous avons déjà eu plusieurs réunions avec le gouvernement et, au cours de la première réunion tripartite appelée par le gouvernement entre les syndicats, les employeurs et le gouvernement, c'est même le LACC qui y représenta le mouvement syndical.

Nous envisageons de transformer le LACC en une centrale syndicale parce que nous pensons que les tendances actuelles — le fiasco de l'Hôtel Manila et la politique de déstabilisation menée par les loyalistes (de Marcos, ndr.) et les militaristes — ont rendu la situation politique tellement mouvante qu'un

coup d'Etat est possible (3).

C'est pourquoi nous voulons l'unité du mouvement syndical, pour que ce secteur puisse aider à protéger les acquis démocratiques que nous avons obtenus depuis ce qu'on appelle le soulèvement populaire.

— Venons-en à la situation des travailleurs du sucre à Negros. La presse a parlé d'un regain d'opérations militaires sur l'île de Negros. Quelle est la situation exacte ?

— En réalité le processus de militarisation n'est pas limité au Sud de l'île comme cela a été rapporté par la presse. Récemment, dans le centre de l'île de Negros, près de la ville de Bacolod, les gens ont été harcelés parce que les propriétaires des plantations de sucre avaient réclamé une protection militaire. En réponse à cette campagne militaire, des paysans sont allés à Bacolod et ont installé leur camp dans la capitale de la province. Ils y campent toujours.

— Quels progrès ont été effectués dans la campagne menée par le NFSW pour obtenir la redistribution de lopins de terre en faveur des travailleurs du sucre en chômage partiel pour les aider à se nourrir ?

— Il y a eu un tel afflux d'aide économique, étrangère et intérieure, pour Negros en particulier, que la tendance du gouvernement a été de coopérer avec le NFSW sur ce projet. Il y avait même un ministre du gouvernement canadien qui est venu nous voir.

Pourtant l'acquisition des terres pour les lots fermiers coopératifs des travailleurs du sucre rencontre toujours des difficultés. Alors que nous proposons d'attribuer gratuitement aux travailleurs des terres mises sous séquestre et même celles hypothéquées et reprises par les banques, il semble que ce projet soit contesté par les organisations des propriétaires de plantations et même par le gouvernement. L'ouverture de la saison de broyage du sucre, s'il y en a cette année, est toujours pour le mois de novembre. Et alors qu'il y a ce débat sur la façon dont vont être organisés ces lots fermiers coopératifs, les gens continuent à avoir faim.

été donnée à Russell Johnson par Bob Ortaliz, qui est à la fois président du NFSW-FGT et secrétaire général du KMU. Elle est parue dans le numéro du 12 septembre 1986 de l'hebdomadaire *Militant*, publié à New York et qui exprime les positions du Parti socialiste des travailleurs (SWP), organisation fraternelle de la IVe Internationale. Dans cette interview, Bob Ortaliz, après avoir traité de l'état du mouvement syndical aux Philippines et du contexte politique six mois après la chute de Marcos, passe à la situation à l'île de Negros. ■

— Y-a-t-il eu des agressions récentes contre des responsables du NFSW ?

— Oui. En effet, la répression récente dont le NFSW a été l'objet est une réaction aux plaintes qu'il avait déposées au sujet des « salvaging » (4). Les témoins du « salvaging », de la torture et de l'assassinat de trois de nos responsables en janvier dernier se cachent aujourd'hui parce qu'ils ont peur après avoir été menacés. En fait, les policiers responsables des assassinats ont tiré sur le témoin principal devant le bureau du NFSW à Bacolod. Heureusement, il n'a pas été tué. ■

Propos recueillis par Russell JOHNSON,
Manille, 22 juillet 1986.

1. Voir l'interview de Rolando Olalia, président du KMU, publiée dans *Inprecor* numéro 186 du 17 décembre 1984.

2. Le Congrès des syndicats philippins (TUCP) fut organisé en 1975 par le régime Marcos sous la loi martiale. Il annonce en 1985 1 200 000 membres. Membre de la Confédération internationale des syndicats libres (CISL) comme FO en France et l'AFL-CIO aux Etats-Unis, le TUCP a été compromis par sa collaboration avec le pouvoir durant une décennie.

3. Le 6 juillet 1986, au cours d'un rassemblement de loyalistes de Marcos, Arturo Tolentino, candidat à la vice-présidence aux côtés du dictateur déchu aux élections de février 1986, s'est fait proclamer président par intérim en attendant le retour du dictateur. En effet, les partisans de Marcos et Tolentino prétendent toujours que ces derniers ont gagné les élections malgré les preuves de fraudes massives. Appuyé par un certain nombre d'officiers de l'armée philippine (parmi lesquels quatre généraux) et quelques centaines de soldats, Tolentino a commencé à annoncer les noms des membres de son « gouvernement ». Ce coup d'Etat d'opérette n'a duré que 40 heures et, en l'absence de Cory Aquino en tournée en province, le ministre de la Défense Juan Ponce Enrile a obtenu la reddition des rebelles sans effusion de sang. Mais ce qui a été retenu par la gauche philippine, c'est surtout la très grande indulgence dont ont bénéficié Tolentino et ses partisans et les complicités dont ils jouissaient au sein des forces armées. Dans ce contexte, le rôle ambigu d'Enrile lui-même a été souligné.

4. Le terme « salvaging » vient de l'argot de l'armée américaine, d'où il a été repris par les militaires philippins. Signifiant « faire disparaître », il désigne effectivement la « disparition » de militants syndicaux ou politiques de gauche qui sont enlevés officiellement ou officieusement par les forces de l'ordre et dont les cadavres sont retrouvés plus tard, portant souvent des marques de tortures.

Le "socialisme réel" au féminin

NOUS sommes parfaitement conscientes que personne ne nous délivrera des langes ni de la vaisselle, pas plus que de la nécessité de faire des queues et de porter les commissions ensuite. Et c'est d'ailleurs normal. » « Quoiqu'on en dise, c'est l'homme qui est le défenseur, et la femme la gardienne du foyer. »

On pourrait être tenté de considérer ces deux déclarations comme des radotages de nos grands-mères. Malheureusement, il n'en est rien. La première est tirée de l'éditorial publié dans *Lacznosc*, le journal des syndicats officiels polonais, à l'occasion de la commémoration du 8 mars 1981. La

deuxième citation est tirée d'un article publié en 1983 par *Rabotnitsa*, l'un des principaux journaux destinés aux femmes soviétiques. Ce qui n'empêche pas ces mêmes journaux de vanter les qualités de la travailleuse émérite, de la pionnière qui n'hésite pas à effectuer des « travaux d'homme » en même temps qu'elle prend à cœur le fait d'être une parfaite ménagère. L'éditorial paru dans le journal polonais affirme d'ailleurs : « Nous savons ce que nous avons à faire : nous voulons travailler à l'extérieur de la maison, car nous ne nous résignons pas à notre rôle au sein de la famille et du ménage. Ne nous laissons pas enfermer dans la cuisine ou auprès des enfants. »

Jacqueline HEINEN

« Travailler comme un homme et en plus comme une femme », affirme le dictionnaire. Voilà qui résume bien la situation — combien contradictoire — dans laquelle se trouvent les femmes des pays du « socialisme réel » d'Europe de l'Est. Certes, la législation concernant les droits des femmes est très progressiste, sur le plan économique et social, comparée à celle qui prévaut dans les pays occidentaux, et tous ces pays insistent sur les progrès, réels, accomplis depuis la Deuxième Guerre mondiale dans le domaine de l'éducation et du travail des femmes, de leur participation à la vie économique et sociale. Dans tous ces pays, sauf en Roumanie, cela fait déjà une vingtaine d'années que les femmes constituent plus de 40 % de la main-d'œuvre. Dans la plupart des cas, cette proportion était supérieure à 45 % au début des années 1980, allant même au-delà de 50 % en URSS et en RDA.

Parallèlement, le niveau de formation s'est élevé au point que les filles sont presque partout plus nombreuses que les garçons dans les lycées du secondaire, et souvent plus nombreuses qu'eux dans l'enseignement supérieur. Leur présence dans les filières techniques, en particulier, est beaucoup plus élevée qu'à l'Ouest. En RDA, pays où des efforts spécifiques ont été faits dans ce sens, les adolescentes représentaient les trois quarts des élèves du technique secondaire en 1983. En Pologne, 23 % des étudiants du technique supérieur étaient des femmes en 1984, alors que ce chiffre dépasse très rarement 10 % dans les pays occidentaux.

Cela dit, la ségrégation professionnelle est à peu près aussi poussée qu'à l'Ouest, avec une concentration des travailleuses dans les services et dans les branches industrielles traditionnellement féminines (textile, habillement, électronique), ainsi que dans certains types d'emplois (éducatrices, infirmières, secrétaires, etc.) La seule différence réside dans le fait

qu'on trouve une très forte proportion de femmes médecin — mais il s'agit-là d'une profession qui a perdu tout prestige aux yeux des hommes, en raison des bas salaires — et que, dans un pays comme l'URSS, les femmes font des travaux de force dans des branches telles que la construction ou occupent des emplois de manœuvre dont les hommes ne veulent plus entendre parler. La division sexuelle du travail a encore de beaux jours devant elle.

LA RÉALITÉ QUOTIDIENNE DES FEMMES

« Ici, le prolétariat, lui, n'est plus la classe exploitée, mais les femmes, elles, le sont, et doublement », affirme une travailleuse du service du transport postal de Petrozadovsk, en URSS. Et elle poursuit : « Ce n'est pas visible dans les lois, mais ça existe dans la réalité. D'après les règlements, nous n'avons pas le droit de soulever des poids supérieurs à 20 kilos. Mais si les colis ne dépassent pas ce poids, on se met à estimer chez nous, Dieu sait pourquoi, que les femmes peuvent soulever un nombre incalculable de fois ! Ici, la norme par jour et par personne est de 300 kilos, mais au moment des fêtes — ironie du sort — elle peut passer à 500 kilos. Chaque colis pesant de 7 à 10 kilos, il faut en somme que chaque femme soulève et porte plus de 2 000 kilos par jour et entre 4 et 5 tonnes les jours "de fête" ! C'est-à-dire que le 1er mai ou le 7 novembre — fête de la grande révolution socialiste — par exemple, elle bat le record des poids et haltères. Ça ne lui donne pas droit pour autant aux applaudissements qui accompagnent les résultats sportifs des haltérophiles ! » Et d'ajouter que chacune fait de 2 à 5 kilomètres par jour avec sa charge, ce qui revient à tirer entre 350 et 1 000 kilos par jour, toute seule, sans parler, du fait que les femmes « travaillent aussi de nuit comme de jour dans ce district, et qui plus est, durant douze heures d'affilée. (...) C'est

très proche du travail dans les mines de sel ou de charbon avant la révolution » (1).

Par ailleurs, les emplois qu'occupent les femmes qualifiées sont loin de correspondre à leur niveau de formation, puisqu'elles occupent un nombre plus que limité de postes de responsabilité en tant que techniciennes, qu'elles ne représentent que quelques pourcents des directeurs d'entreprise — même dans les secteurs où elles forment le gros de la force de travail —, et qu'elles sont fort peu nombreuses parmi les postes honorifiques dans les facultés. Les obstacles idéologiques sont toujours là. On se méfie des femmes responsables. « Elle ne sera pas capable... Et si elle venait à avoir un enfant ? »

De tout cela, il s'ensuit logiquement des différences salariales qui sont de l'ordre de 30 %, c'est-à-dire un écart plus élevé que dans les pays du Nord de l'Europe capitaliste (Danemark, Suède, etc.) où les taux d'activité féminins sont proches de ceux des pays de l'Est et où la proportion de travailleuses à temps partiel est pourtant très élevée (et en général, qui dit temps partiel dit salaire horaire inférieur).

Ces discriminations dans le revenu et dans le type d'emplois ne sont toutefois guère étonnantes à la lumière des considérations sur le travail domestique citées plus haut. Dans tous les pays de l'Est, les tâches ménagères et l'éducation des enfants restent l'apanage des femmes et le nombre d'heures qui leur est consacré quotidiennement n'a quasiment pas diminué — 4 à 5 heures en 1970, et guère moins en 1985 si l'on en croit les chiffres les plus récents. Quant aux hommes, « il fera passer une demi-mesure pour de l'altruisme : il t'aidera (remarquez à nouveau le verbe) à laver la vaisselle de la table commune ou à soigner l'enfant, il t'aide-

1. Femmes et Russie, 1981, Ed. des femmes, Paris, p. 22.

ra", "aveuglé" par son propre désintéressement » (2).

Il faut néanmoins souligner que la situation économique et sociale varie énormément d'un pays à l'autre. On ne peut pas comparer les conditions d'existence des femmes tchécoslovaques avec celles des Roumaines par exemple. Alors que les premières vivent dans un pays où les magasins sont relativement bien achalandés et disposent d'équipements ménagers d'assez bonne qualité, les secondes sont confrontées à une pénurie sans précédent, au rationnement de tous les aliments de base (pain, lait, sucre), aux coupures quotidiennes d'eau, de gaz et d'électricité. On ne prend plus l'ascenseur, de peur d'être bloqué : vous imaginez le tableau quand vous habitez une tour et que vous avez un sac à provisions et un gosse à porter.

En outre, il est interdit de chauffer un appartement à plus de quatorze degrés par grand froid, les programmes de TV sont réduits à deux heures et demie par jour, etc. Tout cela parce que le gouvernement a décrété qu'il fallait faire des économies d'énergie. Certes, cela touche toute la population, mais les femmes sont les premières visées, comme le prouvent les propos de citoyens modèles s'exprimant dans les colonnes du journal du parti : « *Au besoin, toute femme un tant soit peu besogneuse peut très bien laver le linge dans la baignoire ! Donc, nous pouvons renoncer à la machine à laver. Quant à balayer, qu'en dire ? N'a-t-on pas utilisé le balai pendant des centaines d'années avant de se servir d'aspirateurs ?* » (3).

On ne peut pas non plus comparer les choses en termes d'équipements collectifs. Moins de 10 % des Polonaises donnent leur linge à laver à l'extérieur, vu le prix et la très mauvaise qualité, alors que le recours à de tels services est largement répandu en RDA. De même, le nombre de repas principaux (chauds) pris en cantine est d'à peine 10 % en Pologne quand il est de 70 à 80 % en Allemagne de l'Est. Cela fait une différence appréciable pour les femmes qui rentrent chez elles le soir après leur travail. Enfin, alors que 65 % des enfants de moins de trois ans de RDA ont accès à des crèches, et plus de 90 % des enfants de trois à six ans, à des écoles maternelles, ces pourcentages sont respectivement de 4 % et 45 % en Pologne. La possibilité, pour les travailleuses polonaises, d'avoir accès à une crèche est donc quasi nulle, d'autant que les quelques places disponibles échoient en général à des femmes privilégiées bénéficiant de « recommandations » et non aux ouvrières qui en auraient le plus besoin, à savoir celles fort nombreuses, qui travaillent en équipes ou de nuit.

Les conditions de logement varient elles aussi grandement d'un pays à l'autre. Dans les provinces soviétiques, il est encore courant que toute une famille vive dans une seule pièce. En Pologne, en revanche, quand bien même les carences sont énormes et l'attente pour disposer de son propre appartement incroyable (un « jeune » couple peut ainsi rester 15 à 20 ans sur les listes s'il est obligé de

passer par les filières officielles), en moyenne, l'espace alloué par personne est tout de même plus important.

On pourrait ajouter que sur le plan idéologique et culturel non plus, les situations ne sont pas les mêmes. Selon qu'on habite une frontière en Hongrie ou en RDA et qu'on a accès aux télévisions étrangères occidentales ; selon qu'on a affaire à la férule de la bureaucratie roumaine ou à la politique relativement libérale des Hongrois, on ne vit pas dans un environnement identique. Partout, les libertés d'expression et d'organisation sont niées, mais elles ne le sont pas de la même manière, ni au même degré.

AVANT COMME APRES, LA DOUBLE JOURNÉE DE TRAVAIL

Pourtant, au-delà de ces profondes différences, ce qui est commun à tous ces pays, c'est le maintien des relations patriarcales au sein de la famille nucléaire, la perdurance d'idées séculaires sur le rôle de la femme, le caractère inchangé de la domination de l'homme au sein du couple, quand bien même les femmes exprimerait une volonté à se réaliser en tant que femmes et en tant que travailleuses. C'est vrai en RDA au même titre qu'ailleurs, en dépit des avancées soulignées plus haut dans un certain nombre de domaines sociaux. Cela ressort clairement d'une série de témoignages de femmes est-allemandes sollicitées de « se raconter » dans des interviews très libres. « *Mes parents, des gens progressistes, oui, mais l'éducation qu'on a eue, nous les enfants, horrible ! Les filles devaient tout faire et les garçons avaient la belle vie* » dit une jeune femme de 24 ans. « *Il faut que ce soit moi qui fasse tout : les conseils de classe, le syndicat, s'occuper des vieux à la maison, de toutes les démarches administratives* » dit une autre un peu plus âgée, mère d'un enfant, qui fait néanmoins preuve de beaucoup d'indulgence à l'égard de son compagnon et demande « *ça sert à quoi aux femmes de s'émanciper contre leur partenaire ? (...)* Si on rompt une relation, il faut quand même en recommencer une autre, car on n'y échappe pas. Et les difficultés recommencent avec un autre » (4).

Cette idée du couple et du mariage qui semble aller de soi, de même que l'infériorisation de leur rôle en tant que mère se reflète de manière identique dans les propos des femmes des autres pays de l'Est. En Pologne, les trois-quarts des travailleuses interrogées dans diverses enquêtes se disent convaincues que leur tâche essentielle est d'éduquer leurs enfants. Et comment s'étonner de la perdurance de telles convictions quand on sait qu'en Union soviétique, en 1980, les travaux manuels étaient encore distincts à l'école primaire pour les filles et pour les garçons — cuisine et travaux ménagers pour les unes, travail sur bois ou sur métal pour les autres.

Dans la plupart des pays d'Europe de l'Est, au-delà d'une première phase au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale où les autorités mirent l'accent sur

le travail salarié féminin (travail indispensable, il faut le dire, aux tâches de reconstruction de l'économie), où les gouvernements insistèrent sur l'émancipation des femmes et les devoirs de la société à leur égard, sur la mise en place d'équipements collectifs, etc., on constate un véritable tournant sur le thème de la famille dans les années 1960. Cela se traduit par des mesures et des arguments variés, mais l'effet est partout de freiner un processus qui tendait à concéder aux femmes une indépendance économique et sociale croissante.

En 1965, en RDA, les tâches domestiques cessent d'être présentées comme un frein à l'activité professionnelle et à la qualification des femmes. Les discours remettent à l'honneur le rôle de la famille dans l'éducation des enfants. Suivront diverses mesures dont certaines sont progressistes — tel l'allongement du congé maternité de 12 à 20 semaines — et d'autres qui, pour généreuses qu'elles aient pu être ressenties par les femmes sur le moment, n'en étaient pas moins discriminatoires. Tel l'allongement des vacances des mères de plusieurs enfants ou la journée de congé mensuelle destinées aux travaux domestiques pour les seules mères, et pour finir le temps partiel pour les « *femmes qui, en raison de responsabilités familiales particulières, se voient dans l'impossibilité de travailler à plein temps* » (5).

Les déclarations officielles affirment que les travailleuses ne saisissent cette occasion qu'exceptionnellement. Mais divers spécialistes de RDA estiment que 25 à 30 % des femmes font une semaine écourtée de six heures, sans parler du mi-temps. Toutes les études, à l'Ouest comme à l'Est, montrent qu'une réduction du temps de travail, lorsqu'elle ne concerne que les femmes, n'entraîne pas d'allègement dans les horaires qu'elles effectuent car leur mari en fait en général encore moins qu'auparavant sur le plan des tâches domestiques. En revanche, outre un salaire moindre, cela implique presque toujours un statut différent et une série d'obstacles sur le plan professionnel.

En Hongrie, c'est en 1967 que fut introduit le principe d'un congé payé, une sorte de « salaire maternel » s'élevant à près de la moitié du salaire pour les femmes qui venaient d'avoir un enfant. Une mesure similaire fut prise en Tchécoslovaquie quatre ans plus tard. En Pologne, à partir de 1969, on décida d'un congé sans solde d'un, puis de trois ans dans les cas similaires, mais il fut proposé très vite d'en faire également un congé payé — ce qui est le cas depuis 1981 (officiellement, il s'agit d'un congé « parental », mais tout le monde parle du congé maternel, comme par hasard). Dans ces trois pays, les trois-quarts des femmes

2. Femmes et Russie, 1980, Ed. des femmes, Paris, p. 49.

3. *Scinteia*, Bucarest, 1er novembre 1983.

4. Maxie Wander, *Guten Morgen, du Schöne !* (Bonjour, la belle !), Luchterland, 1985.

5. Lois sur le travail, 1977.

concernées ont recours à ces possibilités, et l'on voit bien la relation entre ce type de mesures et le maintien des discriminations sur le plan professionnel et salarial évoquées plus haut.

En Union soviétique enfin, où la proposition d'introduire le temps partiel avait été faite depuis les années 1960, c'est surtout récemment qu'elle a trouvé de l'écho et les Soviétiques ont également introduit un congé maternel d'un an, prolongeable de six mois, pour les jeunes mères.

Si nous insistons sur ces mesures, c'est parce qu'elles expriment la quintessence du renoncement officiel, dans tous ces pays, à une politique visant à mettre véritablement les hommes et les femmes sur un pied d'égalité. La rupture avec la tradition marxiste et léniniste à laquelle ces régimes se référaient au moment de leur instauration est on ne peut plus nette. Certes, Marx et Engels — et Lénine à leur suite — mirent beaucoup plus l'accent sur l'exploitation que sur l'oppression spécifique, convaincus que l'entrée massive des femmes sur le marché du travail telle qu'elle se dessinait dans les pays capitalistes à partir du milieu du 19^e siècle entraînerait l'éclatement puis la disparition de l'institution familiale à brève échéance. Ce faisant, ils sous-estimaient non seulement la capacité de la classe dominante à intervenir pour réglementer l'emploi des femmes et des enfants et pour renforcer la famille afin de préserver le système capitaliste lui-même. Ils sous-estimaient également les obstacles à vaincre, au-delà des bouleversements économiques et sociaux, pour changer les mentalités au sein de la classe dominée. Le mouvement féministe des années 1970 a contribué à montrer que le travail salarié des femmes — s'il est une condition nécessaire de leur indépendance économique — n'est en rien une condition suffisante pour assurer leur émancipation, aussi longtemps qu'il ne s'accompagne pas d'un processus social et culturel remettant en cause les fondements mêmes de l'oppression spécifique. Mais les bureaucraties des pays de l'Est ne se sont jamais encombrées de ce type de considérations et les mesures évoquées plus haut reviennent carrément en arrière sur la politique qu'elles avaient elles-mêmes promulguées dans le domaine du travail salarié des femmes.

LA FAMILLE : UN ENJEU POLITIQUE POUR LA BUREAUCRATIE

Comment expliquer ce retournement après l'enthousiasme qui avait prévalu au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale et les couplets à la libération des femmes, elles qu'on affichait partout conduisant des tracteurs et maniant la lampe à souder ? Sans aucun doute par le changement qui s'est opéré au sein de ces régimes. Tout staliniens qu'ils étaient, ils n'en incarnaient pas moins au départ une rupture radicale avec le système de classe et l'idéologie de la bourgeoisie au pouvoir avant la guerre. Après avoir renoncé à s'appuyer sur les masses, ils



Le visage de l'avenir radieux. (DR)

se sont progressivement enfoncés dans un processus de bureaucratization, de cristallisation d'une couche privilégiée, pour ne pas dire de fossilisation difficilement imaginable il y a quarante ans (qu'on pense au « règne » de la famille Ceausescu en Roumanie).

En Union soviétique, le schéma est un peu plus complexe puisque déjà en 1934, le nouveau Code de la famille avait entraîné un brusque recul avec l'interdiction de l'avortement (relégalisé en 1955), la condamnation de l'union libre, les entraves mises au divorce, etc. Mais la guerre était venue bouleverser les projets de Staline décidé à glorifier le rôle de la femme-mère. Les impératifs économiques — durant la guerre, d'abord, pour remplacer les hommes au front ; après la guerre, ensuite, pour assurer les tâches de reconstruction — l'emportèrent sur les principes énoncés solennellement. Staline a dû attendre 1949 pour attribuer une médaille d'or à la meilleure « pondreuse ».

Mais au-delà de ces péripéties, il ne faisait aucun doute pour les bureaucrates

soviétiques (et les bureaucraties des autres pays l'ont compris après eux) que la famille constituait un enjeu central de la stabilité de leur régime. Il y a plusieurs raisons à cela. D'une part, des raisons économiques : l'une des caractéristiques des sociétés dites « socialistes » réside — ô ironie ! — dans leur incapacité permanente à mettre en place les infrastructures sociales nécessaires liées à la reproduction de la force de travail. Quels que soient les discours sur les réformes nécessaires, les priorités finissent toujours par aller à l'industrie lourde, le jeu des cliques et la loi du plus fort aidant. C'est vrai même en RDA où les femmes des groupes pacifistes n'ont cessé de réclamer que les subventions attribuées à l'armée le soient plutôt aux équipements collectifs faisant défaut.

Mais c'est surtout pour des raisons politiques que la bureaucratie s'intéresse à la famille. En tant qu'instrument de l'ordre établi, elle lui permet de canaliser les aspirations individuelles dans un cadre privé. Le modèle de rapports affectifs et

sociaux proposé à l'Est n'a pas grand chose à envier à celui qui prévaut à l'Ouest. Une telle orientation renvoie bien évidemment au caractère profondément conservateur de la bureaucratie et à son besoin, pour garder un pouvoir usurpé, d'empêcher toute expression collective des besoins sociaux, toute mise en commun d'idées risquant de remettre en cause les fondements de sa domination — ce à quoi une véritable politique de socialisation dans le domaine des équipements collectifs, par exemple, ne manquerait pas d'aboutir.

Le paternalisme qui imprègne toutes les pores de ces sociétés est particulièrement évident à propos de la question de l'avortement. La Roumanie est un cas à part — et il faut souhaiter qu'elle le reste ! Non seulement, depuis 1966, les femmes de ce pays n'ont plus le droit d'avorter sauf dans les cas physiques ou psychiques très graves — ou si elles ont plus de cinq enfants —, mais, depuis 1984, elles sont contraintes à des examens gynécologiques obligatoires effectués à l'improviste (surtout dans les usines à majorité féminine). Ceci afin de dépister les éventuelles grossesses et de les enjoindre d'enfanter, sous peine d'avoir à faire à la justice. Dans ce pays qui ne connaît ni la pilule ni les autres moyens de contraception, tous interdits, un médecin a été condamné à dix ans de prison pour avoir tenté de sauver une femme qui se mourait des suites d'un avortement qu'elle avait provoqué elle-même. Et pourtant les Roumaines refusent d'avoir des enfants. Car peut-on exiger de ces derniers le serment qui circule sous forme d'anecdote en Roumanie : « La main sur le nombril, moi bébé, je jure que pour grandir, je n'aurai besoin ni de manger ni d'avoir chaud » ? (6).

Dans les autres pays de l'Est, pour être légal les trois premiers mois, l'avortement n'en est pas moins soumis à diverses restrictions. Dans certains pays, il dépend d'une commission d'« experts ». C'est le cas en Hongrie et en Tchécoslovaquie (mais en ce qui concerne ce dernier pays, voir encart ci-contre). Et il est parfois l'objet de procédures humiliantes, comme en Union soviétique. Quand bien même les discours sur le « droit à la vie du fœtus » n'ont pas cours à l'Est, d'autres arguments sont mis en avant pour tenter de décourager les femmes d'avorter — séquelles physiques éventuelles, risque de stérilité. Si aucun avortement n'est anodin — surtout sur le plan psychologique —, l'expérience montre néanmoins qu'effectué assez tôt et dans de bonnes conditions, il peut être sans danger.

Evidemment, la description faite par cette femme d'Arkhangelsk des conditions attendant celles qui, dans sa ville, auront persévéré après être passées devant le « bureau socio-légal » chargé d'examiner leur cas a de quoi faire frémir. Lorsqu'elles arrivent à ce qu'on appelle le « hachoir à viande », « les femmes se déplacent en rang devant la salle d'opération. Deux à six femmes avortent à la fois dans la même salle. Les sièges sont disposés de telle façon que chacune voit tout ce qui se passe en face. Le visage

Petition pour "protéger la vie humaine en Tchécoslovaquie"

« Un grand nombre de lois de ce pays protègent la vie des plantes, des animaux et de l'environnement, mais aucune ne protège la vie humaine en gestation ; le fœtus sans défense ne bénéficie d'aucune protection » affirme une lettre adressée au Premier ministre de Slovaquie et signée par plus de six mille personnes. Cette pétition, soutenue par l'archevêque de Prague, a été lancée suite à la proposition d'introduire un amendement à la loi sur l'avortement en Slovaquie.

Le contenu de l'amendement ? Abolir les commissions par lesquelles les femmes devaient passer pour obtenir l'autorisation d'avorter. Les demandes étaient satisfaites dans 95 % des cas, mais avec de tels délais que l'interruption de grossesse avait bien souvent lieu au-delà des douze semaines, ce qui accroissait notablement les risques. Autrement dit, une modification de bon sens que les femmes de nombreux pays souhaiteraient voir introduite dans les lois restrictives qu'elles subissent.

La hiérarchie catholique, s'arrogeant une fois de plus le droit de parler au nom des femmes, encourage les attitudes les plus rétrogrades en parlant de « l'assassinat d'un être humain ». Mais comment s'étonner de l'influence de l'Eglise quand on sait que c'est au nom « des droits de l'Homme, de l'humanisme et de la démocratie » que le régime en place défend l'amendement proposé ? Au pays où le mensonge est roi et où toute opposition déclarée au gouvernement peut se solder par de nombreuses années de prison, de telles déclarations de la part des autorités ne peuvent que susciter le trouble dans les esprits. Les signataires de la pétition affirment que si les députés refusent de les écouter, ils exigeront du gouvernement que le projet de loi fasse l'objet d'un référendum. On peut espérer que la loi sera libéralisée. Mais que la bureaucratie nous fasse croire qu'elle se soucie vraiment des intérêts des femmes, c'est une autre affaire. ■

déformé par la souffrance, la bouillie sanglante qu'on extrait de la femme (...) Sans anesthésie, la femme ressent une douleur atroce (...) Le lendemain, on la renvoie chez elle sans regarder son état qui laisse beaucoup à désirer » (7).

Face à un tel état de choses, on ne peut faire que deux hypothèses, dans un pays qui vante tellement les mérites de sa médecine préventive. Soit il faut mettre en doute la qualité de ses services de santé. On est d'autant plus tenté de le faire dans ce cas qu'en Union soviétique, comme dans les autres pays de l'Est, la propagande pour inciter les femmes à utiliser des moyens contraceptifs est quasi nulle et que ces derniers n'existent qu'en quantité totalement insuffisante et sont en outre de mauvaise qualité. Soit on affirme qu'il s'agit d'une politique délibérée pour culpabiliser les femmes. En fait, il s'agit probablement des deux.

Pour tout ce qui touche à la sexualité, le moralisme et la prudence imposés par l'idéologie dominante atteignent un degré extrême. On en veut pour preuve l'interdiction de l'homosexualité en Union soviétique et en Roumanie où ce « crime » peut valoir jusqu'à cinq ans de prison, alors que dans d'autres pays où la loi est moins sévère, l'hystérie s'empare régulièrement des médias à ce sujet. On l'a encore vu récemment à propos des débats sur le SIDA. Et bien sûr, toute cette hypocrisie a pour contrepoint inéluctable le florissant marché noir de la pornographie, comme en Hongrie ; les spectacles de strip-tease et les prostituées tolérées dans tous les grands hôtels et qui sont plus ou moins mises en cartes par les organismes étatiques auxquels elles servent souvent d'indicateurs, comme en Pologne. Ou encore le journal officiel du PC hongrois qui, pour souhaiter un jo-

yeux Noël à ses lecteurs en décembre 1981, affichait en première page et dans toute son édition des photos de femmes nues, de troupes de « girls », etc. accompagnées de « bons mots » à soulever le cœur.

Ce moralisme a aussi pour corollaire les phénomènes de violence au sein de la famille. Les cas de femmes battues sont particulièrement nombreux, tout comme les cas de viol dont on ne parle guère. D'autant plus nombreux que le degré d'alcoolisme est plus élevé. C'est vrai en Union soviétique, mais ailleurs aussi. « En RDA, la violence contre les femmes est toujours un phénomène social de masse » affirment des oppositionnels allemands (8). Dans tous ces pays, le taux de divorces est extrêmement élevé. Dans les deux-tiers ou les trois-quarts des cas, c'est la femme qui en fait la demande, bien souvent pour des raisons liées à la violence ou à l'alcoolisme.

Toutefois, en même temps que la famille représente un instrument aux mains de la bureaucratie et un champ de conflits parfois dramatiques, elle constitue également un domaine qui échappe partiellement à son contrôle, une cellule relativement indépendante où l'on peut s'exprimer librement et trouver un minimum de rapports affectifs, un havre qui permet de résister à des rapports sociaux marqués par l'autoritarisme et les interdits de toutes sortes. Aussi est-elle perçue comme un lieu de refuge par la majorité

6. *La Nouvelle Alternative*, numéro 1, avril 1986.

7. *Femmes et Russie*, 1980, Ed. des femmes, Paris, p. 59.

8. *Gegenstimmen* numéro 4, Vienne, 1981.

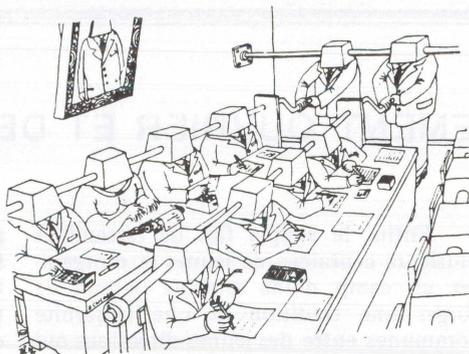
des individus et des femmes en particulier. Cela s'explique parfaitement vu le caractère extrêmement répressif de ces sociétés, et nous devons comprendre en quoi cela marque toute la démarche des femmes qui commencent à poser leurs problèmes à haute voix dans les pays de l'Est.

LES PREMIERS SIGNES DE RÉVOLTE

Les premières à s'être regroupées publiquement à la fin des années 1970 à l'Est — et cette initiative rencontra immédiatement un très grand écho —, ce sont les femmes de Leningrad qui publièrent en samizdat l'Almanach « Femmes en Russie », reproduit à l'Ouest en 1980. « *Le premier journal socialement offensif* » affirmait l'une des co-rédactrices. Un journal qui rassemblait divers témoignages de femmes sur leur vie quotidienne — sur le travail, l'accouchement, la famille, la prison, les camps, les rapports aux enfants, et aussi des poèmes. Il fit sensation. Aux yeux des militantes de l'opposition démocratique, d'abord. Ils découvrirent que nombre de femmes qui participaient pleinement au mouvement à leurs côtés avaient aussi des choses très particulières à dire sur leur oppression — et qu'elles entendaient le faire sous une forme et dans des termes différents que les samizdat traditionnels.

Mais cet almanach « impressionna » également le pouvoir qui ne s'y trompa pas. Après quelques numéros, les perquisitions commencèrent, puis les arrestations, les menaces d'emprisonnement pour plusieurs années, de privation de droit des mères à l'égard de leurs enfants, les incitations à l'exil. En un mot, le chantage et les violences qui sont le lot quotidien de ceux et celles osant ne serait-ce que réclamer l'application des droits démocratiques inscrits dans la Constitution. Une répression qui ne pouvait manquer de s'exercer à l'égard de celles qui, par la simple description de leurs conditions d'existence, dénonçaient — directement ou indirectement — un pouvoir qui ne supporte aucune contestation. La démarche de ces femmes, qu'elles l'aient revendiqué ou non, avait une dimension clairement politique.

Toutes étaient cependant loin d'avoir la même orientation. Les unes, agnostiques comme Tatiana Mamonova, allaient même jusqu'à ne pas rejeter la tradition léniniste sans pour autant s'en réclamer. Les autres, profondément croyantes et anti-marxistes, fondèrent le « club Marie » (allusion à la Vierge) à la suite de la vague de répression qui frappa les initiatrices de l'Almanach en 1980. Ce dernier groupe apparut vite comme étant le plus nombreux. Il mettait en avant un discours religieux sur la libération des femmes, exprimant un repli sur des valeurs spirituelles, religieuses et humanistes qui ne sont pas sans surprendre les féministes de l'Ouest. Mais il faut comprendre ce phénomène de la religion — pour ne pas dire de la religiosité — à la lumière du renouveau qu'ont connu toutes les Eglises à l'Est depuis la fin des années 1970 —



l'Eglise orthodoxe en Union soviétique, l'Eglise protestante en RDA, l'Eglise catholique en Hongrie pour ne pas parler de la Pologne. Il faut y voir une recherche de solutions alternatives chez des courants de l'opposition habités par un pessimisme profond et qui n'entrevoient plus d'autres perspectives que de se réfugier dans des valeurs mystiques. Rien d'étonnant à ce que, face à la corruption, l'alcoolisme, la violence ambiante, une partie des femmes qui ont commencé à se radicaliser sur leurs propres problèmes s'engagent sur une telle voie. Au-delà de la dispersion de ces premiers regroupements de féministes en Union soviétique — que le KGB obtint par ses méthodes habituelles en relative-ment peu de temps — ce qui subsiste, c'est le fait que des femmes aient osé rompre les tabous de la sphère privée.

DE VARSOVIE A BERLIN

Les étudiantes polonaises qui, à l'automne 1980 créèrent un groupe féministe à l'Université de Varsovie, l'ont bien compris et se réjouirent du soutien reçu de femmes soviétiques de l'Almanach acculées à l'émigration. D'emblée, la démarche de ces jeunes femmes s'affirma radicale, se revendiquant explicitement du mouvement féministe occidental. Militantes du syndicat indépendant des étudiants créé dans la foulée de Solidarité, elles n'entendaient pas moins faire valoir leurs exigences spécifiques et traduisirent leurs aspirations dans un programme en douze points centré sur la question de l'oppression spécifique.

Mais si nous fûmes très nombreuses à l'Ouest à nous réjouir de la naissance de ce premier groupe, il faut bien dire que son influence resta tout ce qu'il y a de plus limitée et qu'il ne parvint pas à se faire entendre des travailleuses qui militaient dans les rangs de Solidarité. Pourtant, ces dernières ne constituaient pas seulement une part essentielle du fantastique mouvement de masse qui ébranla la Pologne durant dix-huit mois. Elles en furent également l'aile marchante à plus d'une reprise. Au moment des « marches de la faim » à Lodz et dans d'autres villes durant l'été 1981, marches de protestation contre la politique du pouvoir affamant la population pour tenter de saboter le mouvement, ou à l'occasion de grèves comme celles des ouvrières de Zyrardow, près de Varsovie, qui furent parmi les premières à reprendre à leur compte l'idée de la grève active, à l'automne de cette même année.

Mais la plupart de ces femmes n'ont pas été jusqu'à poser leurs problèmes propres. Il faut dire qu'elles n'étaient que 6 % parmi les délégués du premier congrès national du syndicat indépendant et que, même à l'échelle locale, elles étaient très loin d'avoir la place qui aurait dû leur revenir à la tête des structures de direction de Solidarité. A la fois protestant contre cet état de choses, mais aussi assumant leur double rôle, elles étaient écartelées entre usine, syndicat et foyer. Pour des raisons qui tiennent notamment au poids de l'Eglise catholique en Pologne et à l'influence des idées réactionnaires qu'elle véhicule sur le rôle des femmes, de la famille, etc., elles n'allèrent pas jusqu'à reprendre à leur compte un certain nombre de vérités énoncées par le groupe des étudiantes de Varsovie.

Le chemin qui mène à une prise de conscience des femmes des pays de l'Est de l'oppression particulière dont elles sont l'objet est semé d'embûches, comme on le voit. Mais l'expérience des « Femmes pour la paix » de RDA refusant l'embrigadement des femmes dans l'armée a montré qu'une démarche se situant au départ exclusivement dans le cadre du reste du mouvement pacifiste indépendant de ce pays pouvait déboucher sur un début de remise en cause de leur situation spécifique (9). Ces femmes ne se revendiquaient certes pas du féminisme. « *Pourquoi faire de l'émancipation un thème seulement féminin ? Tout le monde ne veut-il pas s'émanciper en RDA ?* » dit Barbel Böhle, l'une des animatrices du groupe, emprisonnée, puis relâchée par la police politique pour ses activités (10). Mais elle ajoute un peu plus loin : « *Beaucoup de femmes s'adressent à nous parce qu'elles veulent se regrouper pour débattre des problèmes qu'elles rencontrent en tant que femmes* ». Et il est significatif que divers groupes de « Femmes pour la paix » aient fini par décider de se réunir en réunions non-mixtes, tout en restant partie intégrante du mouvement, afin d'empêcher les hommes de monopoliser la parole et afin de pouvoir discuter librement de ce qui les préoccupait. « *De nombreux indices montrent que beaucoup de femmes, chez nous, éprouvent un sentiment d'insatisfaction* » écrit Christa Wolf, romancière est-allemande bien connue, dans sa préface au livre *Bonjour la belle !* : « *Elles ne demandent plus d'abord ce qu'elles sont, mais qui elles sont. (...) Notre société a donné aux femmes la possibilité de faire ce que font les hommes. Cela les amène, comme il était prévisible, à se poser la question : mais que font les hommes, somme toute ? Est-ce vraiment cela que je veux ?* »

Jacqueline HEINEN,
5 septembre 1986.

9. Sur les « Femmes pour la paix » en RDA, voir *Inprecor* numéros 164 du 9 janvier 1984 et 166 du 6 février 1984.

10. *Cahiers du féminisme* numéro 27, hiver 1984.

JEUNES

Réussite du troisième camp international

Le troisième camp des organisations de jeunesse en solidarité politique avec la IVe Internationale, s'est tenu cet été en France. Environ cinq cents jeunes s'y sont retrouvés pour passer une semaine bien remplie de débats politiques et d'activités ludiques diverses.

Cette année, les organisations suisse et danoise n'étaient pas représentées car elles organisaient chacune un camp national. Comme lors des précédents, le camp consacra une grande part de ses débats aux luttes du monde entier. L'Amérique centrale et l'Afrique du Sud occupèrent beaucoup des discussions de cette année. De nombreux forums permettaient de faire le point sur ces questions mais aussi sur l'oppression des femmes ou le chômage et les commissions étaient l'occasion de débattre de toutes les interrogations, et elles sont nombreuses, que se pose la jeunesse politisée aujourd'hui. Les luttes et expériences des générations précédentes, notamment, soulèverent un vif intérêt parmi les participants au camp. Citons dans le désordre le Vietnam, Mai 68, la révolution chinoise, la Pologne. Une large place était bien sûr gardée pour les discussions sur les thèmes particulièrement sensibles pour la jeunesse comme le sport ou la sexualité. Côté loisirs, ce camp, fit encore mieux que l'an dernier : un atelier théâtre, deux groupes de rock, un ciné-club, sans parler des activités improvisées un peu partout.

Une partie importante des jeunes présents dans le camp n'étaient membres d'aucune des organisations de jeunesse. Rien donc d'une fête de fin d'année pour initiés. Pour beaucoup, bien au contraire, c'était souvent leur premier contact sérieux avec une organisation politique. Il fallait donc savoir discuter, convaincre tous ceux et toutes celles qui ont a priori beaucoup de reproches à l'égard de la politique et surtout des politiciens. Le camp est donc une bonne manière de montrer ce que sont les jeunes révolutionnaires d'aujourd'hui, actifs dans les luttes anti-racistes et dans les mobilisations contre l'impérialisme. Plusieurs forums et commissions ont aussi été l'occasion d'illustrer la nécessité de construire une internationale. La présence de plusieurs dirigeants des sections européennes de la IVe Internationale, et celle de militants venus d'Afrique, d'Amérique du Nord et d'Amérique latine ont favorisé les discussions.

Enfin, le simple fait de rassembler plusieurs centaines de jeunes et d'organiser un camp d'une semaine permet de forger une tradition et une fraternité communes entre des jeunes directions qui ont à charge de construire, chacune dans leur pays, une organisation vivante et active représentant la nouvelle génération révolutionnaire. ■

SUISSE

Du nouveau en Helvétie !

L'initiative Pour une Suisse sans armée a abouti et a été déposée le 12 septembre à Berne, la capitale fédérale. 130 000 signatures ont été récoltées et la voie est ouverte à un référendum qui aura peut-être lieu en 1991. Cela peut paraître un peu lointain à certains qui vibrent d'impatience de voir disparaître les militaires de la Confédération helvétique, mais pour les consoler, précisons qu'il s'agit là d'une date hautement symbolique puisqu'elle correspondrait au 700ème anniversaire de la fondation de la Confédération helvétique en 1291. Cette coïncidence n'est d'ailleurs pas sans faire frémir la presse bien pensante.

La réussite de cette initiative constitue un petit miracle politique, résultat des efforts des militants du Groupe pour une Suisse sans armée (GSOA), qui se sont démenés jusqu'au bout sans disposer d'une infrastructure digne de ce nom ni du moindre permanent payé. Sans parler des chicaneries de toutes sortes que divers responsables communaux s'ingéniaient à trouver. Décidée l'an dernier, la récolte des signatures a d'abord connu un départ fulgurant puis a connu un ralentissement net et inquiétant entre novembre 1985 et mars 1986. A cette date, il n'y avait que 61 000 signatures de collectées alors qu'il en faut 100 000 pour que la proposition de référendum soit prise en considération. L'initiative était virtuellement en danger et d'ailleurs, certains étaient déjà tout prêts à l'enterrer. Mal leur en prit. Les militants du GSOA ont redoublés d'efforts et nos camarades du Parti socialiste ouvrier (PSO), la section suisse de la IVe Internationale, aussi. La décision du PSO de récolter 20 000 signatures jusqu'à l'été a eu un effet encourageant indéniable. Le sprint final dans la course aux signatures fut gagné dans les deux derniers mois.

L'aboutissement de l'initiative du GSOA témoigne d'une conscience pacifiste croissante qui s'est exprimée ces dernières années dans les mobilisations des jeunes comme dans les manifestations

pour la paix. Mais c'était aussi pour beaucoup leur premier engagement politique. La campagne du GSOA, que des beaux esprits qualifiaient d'« utopique », contribuera sans aucun doute à revitaliser une gauche helvétique passablement endormie dans le consensus. ■

ETAT ESPAGNOL

Amnistie pour les ouvriers agricoles andalous !

La décision du Conseil des ministres espagnol de ne même pas mettre à l'ordre du jour de sa réunion du 5 septembre la question de l'amnistie de Diego Canamero, dirigeant du Syndicat des ouvriers agricoles (SOC), a été ressentie avec amertume et colère par les quelques 300 journalistes andalous qui s'étaient déplacés à Madrid pour manifester. Condamné voici peu de temps ainsi que 600 ouvriers agricoles qui avaient fait des occupations de terres en Andalousie, Canamero pensait obtenir du Premier ministre, Felipe Gonzalez, l'annulation de la sentence d'un mois de prison prononcée par le tribunal de Moron de la Frontera. Déjà condamné à une peine de prison pour l'occupation d'une propriété en 1984, le dirigeant syndical a refusé de se présenter devant le tribunal. A l'annonce de la nouvelle, une grève générale de 24 heures était décidée dans le village de Diego Canamero et 300 personnes commençaient une grève de la faim. Ce n'est pas la première action des ouvriers agricoles d'Andalousie, dont la situation, souvent dramatique, ne s'est guère arrangée sous le gouvernement de l'Andalou Felipe Gonzalez.

2 % de la population possèdent 50 % des terres cultivables en Andalousie, pendant qu'un demi million d'ouvriers agricoles vivent dans des conditions misérables. On estime que 320 000 personnes sont sous-alimentées et deçà du seuil de pauvreté. Loin de s'arranger, cette injustice séculaire s'est approfondie durant la dernière décennie. La réforme agraire, promise depuis 1983, n'avance guère et les journalistes se voient toujours contraints à l'émigration saisonnière, notamment en France, pour assurer simplement leur survie et celle de leur famille.

Alors que le chômage est chronique chez les ouvriers agricoles, le système d'allocation est dérisoire, voire inexistant dans la majeure partie du pays. En effet, avec la réforme de la distribution des indemnités de chômage, seuls les journalistes d'Andalousie et d'Estramadure peuvent bénéficier de ce droit. Le reste des ouvriers agricoles au chômage, qui est

estimé à 250 000 personnes, n'y ont pas accès.

Mais même parmi ceux qui peuvent prétendre à ces allocations, les conditions sont elles que la majorité d'entre eux ne les perçoivent pas. Il faut en effet dix journées annuelles de travail pour percevoir les mille francs mensuels d'indemnité chômage. Or, la situation de l'emploi est telle qu'en 1985, sur les 280 000 ouvriers agricoles qui auraient théoriquement le droit de toucher cette somme misérable, il y en avait 170 000 qui ne remplissaient même pas cette condition ! Les grands propriétaires agricoles profitent largement de la chasse désespérée à la journée de travail pour imposer à leur guise leurs conditions de salaire et d'horaire.

En solidarité avec Diego Canamero et à l'appel du SOC, des Commissions ouvrières et de plusieurs partis de gauche, dont nos camarades de la LCR, une manifestation fut organisée, le 31 août à El Coronil, où se trouve la propriété qui fut occupée par les ouvriers agricoles condamnés, El Garrotal. Là, les manifestants, auxquels s'étaient joints les mineurs de Riotinto, occupèrent à leur tour El Garrotal, réclamant la même inculpation.

La répression contre les ouvriers agricoles qui exigent « terre, travail et liberté » s'est élargie. A la mi-août, une quinzaine de personnes étaient détenues à Ayamante, parce qu'elles demandaient l'installation du courant électrique pour les maisons d'une trentaine de familles d'ouvriers. Le 3 septembre, c'était le procès de journaliers qui avaient, eux aussi, procédé à des occupations de terres.

« C'est d'ici que sont sortis les fascistes qui fusillèrent les 'rouges' de la région. Aujourd'hui, ce sont les mêmes qui nous condamnent pour avoir demandé du pain ». Aux revendications des ouvriers, le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) n'a donc répondu que par le mutisme et la police. D'autres procès vont se dérouler contre les ouvriers agricoles et d'autres manifestations et grèves de la faim sont déjà prévues sur tout le territoire andalou. ■

ERRATA

Un malheureuse erreur s'est glissée dans l'article annonçant la parution des Cahiers d'Etude et de Recherche (*Inprecor* numéro 225 du 8 septembre 1986). L'abonnement à 180 francs donne droit à neuf numéros (deux ans) et non quatre.

Une erreur de maquette rend incompréhensible une partie de l'interview Guatemala dans le numéro 226 : les deux dernières lignes de la 2e colonne et les deux premières lignes de la 3e colonne, page 12, doivent se lire avant la première ligne de la première colonne. Nous prions nos lecteurs de nous en excuser.

(suite de la page 24)

exactement le même recours.

Le jugement de la Cour donne au SWP et à la YSA une importante protection juridique. Il oblige la police politique à faire marche arrière. Il nous met dans une position plus forte pour poursuivre le combat pour le socialisme et la démocratie.

Mais cette décision bénéficie aussi directement à tout syndicat ouvrier, à tout opposant à la sale guerre de Washington contre le Nicaragua, à toute organisation combattant pour les droits des femmes, et à tout ceux qui cherchent à stopper la discrimination raciste et la violence policière contre les Noirs.

« La portée de cette décision dépasse de loin les seuls SWP et YSA » déclarait à la presse Leonard Boudin, avocat renommé dans le droit constitutionnel, qui représentait le SWP et la YSA.

« Ce verdict est un apport à la loi constitutionnelle, elle étend une nouvelle protection importante sur les droits de toute organisation politique ou de tout individu militant politique » ajoutait Boudin.

Le juge Griesa a souligné dans les attendus de son jugement que le SWP ne faisait pas mystère de ses buts politiques. Nous avons expliqué clairement nos objectifs communistes et internationalistes et notre but qui est de diriger la classe ouvrière de ce pays pour renverser le gouvernement capitaliste et le remplacer par un gouvernement ouvrier et paysan comme le firent les bolcheviks en Russie en octobre 1917.

Et Griesa a rejeté l'argumentation du FBI selon laquelle ce fait peut être utilisé pour justifier les actions du FBI en violation de la Charte des droits fondamentaux.

Dans son numéro du 6 septembre, l'éditorial de la revue *Nation* saluait le jugement de Griesa en résumant avec justesse cette condamnation de décennies d'opérations du FBI contre le SWP : « Finalement, c'est une opération intérieure de contra contre une organisation politique 'pacifique et légale', a-t-il dit (le juge, ndlr.), sans d'autre raison que son orientation idéologique ».

Une opération intérieure de contra, c'est exactement ce dont il s'agit.

Washington insiste pour garder sa guerre contre-révolutionnaire contre le Nicaragua sous la classification d'opération secrète pour cacher au maximum la vérité à l'opinion publique, ainsi cette opération peut être menée sans les restrictions que les lois et la Constitution imposent au gouvernement.

C'est la même chose pour la guerre intérieure de contra menée par le FBI. Même quand on connaît son existence, il tente de poursuivre ses opérations secrètes, dirigées par des officiers et des services de police qui opèrent au-dessus des lois.

C'est cette partie secrète des opérations de police, le noyau véritablement totalitaire du fonctionnement de l'Etat, qui a reçu un coup avec le verdict de Griesa.

En dévoilant au grand jour des aspects importants de ces opérations de police souterraines et illégales, le procès engagé voilà treize ans par le SWP et la YSA est une victoire pour tout le mouvement ouvrier et tous les défenseurs des droits démocratiques. Des centaines de milliers de pages des dossiers secrets du gouvernement ont été mis en pleine lumière, portant à la connaissance du peuple des Etats-Unis la nature, les méthodes et l'envergure des opérations de police secrètes du gouvernement.

Ces poursuites engagées contre le gouvernement a aussi reçu le soutien de milliers d'individus et d'innombrables organisations dans tout le pays. Tous ceux qui ont soutenu ce combat et tous ceux, encore plus nombreux, qui vont nous rejoindre aujourd'hui dans cette lutte ont trois possibilités.

Premièrement, se servir de la vérité que ce cas a mis à jour pour éduquer les gens sur les opérations secrètes de la police politique — leur étendue, leur nature, leurs buts et la menace mortelle qu'elles représentent contre les droits démocratiques.

Deuxièmement, se saisir pleinement de toutes les possibilités de cette nouvelle arme légale qui a été conquise pour élargir les droits démocratiques.

Troisièmement, rejoindre le Fonds de défense des droits politiques en envoyant des contributions et des déclarations de soutien pour aider à rassembler les dizaines de milliers de dollars qui seront nécessaires aux prochaines batailles juridiques où Leonard Boudin représentera le SWP et la YSA.

Le verdict du juge Griesa laisse la porte ouverte à de nouvelles restrictions qui pourront être imposées aux intrusions du gouvernement dans les activités des organisations politiques et syndicales. C'est la prochaine étape de nouvelles procédures légales. Griesa a déclaré dans son jugement qu'il accèderait à la demande déposée par le SWP afin que le FBI ou tout autre service policier gouvernemental se voit en permanence empêché de toute nouvelle utilisation ou distribution de dossiers secrets « obtenus illégalement ou construits à partir d'informations obtenues illégalement ».

Le juge a annoncé qu'une « nouvelle procédure sera nécessaire pour identifier précisément quels sont les documents et les enregistrements qui tombent dans cette catégorie ». Ce sont des millions de pages de dossiers aux mains du FBI et des autres services fédéraux qui sont concernées. Les prochaines audiences avec le juge Griesa permettront aux avocats du SWP et de la YSA d'examiner lesquels de ces dossiers ont été obtenus illégalement et ce qu'il convient d'en faire maintenant. Ces audiences peuvent être l'occasion de remporter encore de nouvelles victoires. C'est pour nous une possibilité immédiate que nous utiliserons aussi loin que possible avec un large soutien moral et financier sans relâche. ■

Comité politique du SWP,
New York, 3 septembre 1986.

Echec au FBI

Le SWP gagne son procès

NOUS reproduisons ci-dessous une déclaration faite le 3 septembre 1986 par le Comité politique du Parti socialiste ouvrier (SWP), organisation fraternelle de la IVe Internationale aux Etats-Unis, qui vient de remporter une importante victoire juridique sur les menées réactionnaires du gouvernement américain.

Voilà treize ans, le SWP et son organisation de jeunesse, l'Alliance des jeunes pour le socialisme (YSA), engageaient un important procès contre le Bureau fédéral de recherches (FBI). Ils accusaient ce dernier d'avoir eu recours à des méthodes

constitutionnellement illégales (écoutes téléphoniques, infiltrations, vols de documents) pour les espionner et leur nuire.

La Cour fédérale vient de reconnaître la justesse de la plainte déposée par le SWP et la YSA, contre les opérations du FBI menées sous le couvert du Programme de contre-espionnage (COINTELPRO).

Par les répercussions qu'elle peut avoir et les perspectives qu'elle ouvre à toutes les organisations ouvrières et démocratiques aux Etats-Unis, il s'agit là d'une victoire dont l'importance a été remarquée dans toute la presse américaine. ■

DOCUMENT

Le verdict de la Cour fédérale dans le procès intenté au FBI par le SWP et la YSA est une arme importante entre les mains de toute organisation ouvrière de ce pays. C'est une nouvelle arme qui peut — et qui doit — être utilisée partout pour élargir les libertés en matière d'activités politiques. Pour la première fois, la Cour fédérale a déclaré qu'il était illégal pour le FBI d'utiliser des informateurs secrets contre des militants politiques.

En rendant sa conclusion, le juge Thomas Griesa a étendu le droit à « la vie privée » (1) garanti par la Constitution. Ce droit a été conquis lors des batailles menées par le Mouvement pour les

droits civiques dans les années 1950 et 1960. Il constituait une des bases sur lesquelles s'est fondée la décision de la Cour suprême qui légalisa l'avortement en 1973.

Comme Griesa l'a exposé, sans ce droit à « la vie privée », il ne peut y avoir de véritable liberté d'association pour ceux dont les idées et les activités sont opposées au gouvernement.

Avec le jugement de Griesa, c'est également la première fois qu'un juge fédéral énonce que les cambriolages effectués par le FBI pour voler ou copier des documents privés ou pour poser des microphones sont une violation au Quatrième amendement (2) qui fut écrit pour protéger les citoyens des investigations non conformes à la loi de la part du gouver-

nement. Sur les mêmes bases, le verdict du juge dit que le gouvernement n'a pas le droit d'enregistrer les conversations téléphoniques au nom de la « sécurité nationale ».

Et pour la première fois, une cour fédérale a jugé qu'une opération clandestine d'activités de déstabilisation, qu'elle ait pour nom *Cointelpro* ou tout autre que le gouvernement lui donne, est illégale.

Le caractère très large du jugement induit sans ambiguïté qu'il ne s'applique pas seulement au FBI mais à toute action similaire entreprise contre n'importe quelle organisation par des services policiers gouvernementaux, la police de l'immigration, la CIA, les services secrets de l'armée ou d'autres.

La police politique du gouvernement a mené ses activités clandestines contre le SWP et la YSA et contre d'innombrables groupes ou individus. Maintenant toutes ces pratiques sont illégales.

Toute activité de ce genre, menée par le FBI ou d'autres services de police, sera à l'avenir considérée comme une violation du verdict de la Cour. Les avocats du SWP et de la YSA porteront immédiatement de tels actes à la connaissance du juge.

Le SWP et la YSA ne sont pas les seuls bénéficiaires de ce verdict, bien au contraire. Tout syndicat ouvrier, toute organisation paysanne, ou tout groupe social contestataire soumis aux tracasseries du gouvernement disposera maintenant de fondements solides pour déposer

(suite page 23)



1. « Right to privacy », ce droit englobe la protection des personnes et des biens, au sens très large du terme.

2. Il s'agit du Quatrième amendement à la Constitution des Etats-Unis qui fait partie de la Charte des droits fondamentaux (Bill of Rights) du citoyen américain. Cette chartre, composée de dix amendements, fut adoptée le 15 décembre 1791. Le Quatrième amendement garantit le droit à la sécurité des personnes, de leurs maisons, documents et effets, contre toutes recherches non justifiées.